



Présentent

1^{ère} édition
RENCONTRE
SUR LA FAIM **DANS LE MONDE**

ACTES DU COLLOQUE

Le 30 novembre 2007

**EN FINIR AVEC
LE SCANDALE
DE LA FAIM :
DES RAISONS
D'ESPÉRER ?**

www.actioncontrelafaim.org

Action contre la Faim

Action contre la Faim est une organisation non gouvernementale, privée, apolitique, non confessionnelle, non lucrative. Créée en 1979, Action contre la Faim est aujourd'hui l'une des plus importantes organisations humanitaires de lutte contre la faim dans le monde. Constituée en réseau international avec cinq sièges (Londres, Madrid, New York, Montréal et Paris), l'association intervient en mettant en œuvre des programmes d'urgence et de relance dans les domaines de la nutrition, de l'autonomie alimentaire, de l'eau et de la santé.

Action contre la Faim intervient dans les situations suivantes :

- En cas de crise grave, d'origine naturelle ou humaine, menaçant la sécurité alimentaire ou provoquant une famine.
- En cas de déstructuration du tissu social, liée à des raisons intérieures ou extérieures, rendant certaines populations très vulnérables.
- Là où l'assistance humanitaire est affaire de survie.

La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture joue un rôle de chef de file dans les efforts internationaux de lutte contre la faim. La FAO, qui est au service à la fois des pays développés et des pays en développement, est une tribune neutre au sein de laquelle tous les pays se réunissent sur un pied d'égalité pour négocier des accords et débattre de politiques. La FAO est également une source de savoir et d'informations. Elle aide les pays en développement et les pays en transition à moderniser et à améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques, et à garantir une bonne nutrition pour tous. Depuis sa création en 1945, elle a consacré une attention particulière au développement des zones rurales, où vivent 70 pour cent des populations pauvres et affamées de la planète. Les quatre grands domaines d'activité de la FAO :

- Mettre l'information à la portée de tous.
- Partager l'expertise en matière de politiques.
- Servir de lieu de rencontre pour les Etats.
- Porter les connaissances sur le terrain.

RENCONTRE SUR LA FAIM DANS LE MONDE – PREMIERE EDITION

LA LUTTE CONTRE LA FAIM, UN DEFI MAJEUR POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE	1
Introduction	1
François DANEL Directeur Général d'Action contre la Faim – France Gilles HIRZEL Chargé d'information de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) pour l'Europe	
Présentation des intervenants	3
Christian TROUBE Rédacteur en chef de <i>La Vie</i>	
Bilan intermédiaire des Objectifs du millénaire pour le développement	5
Hervé LEJEUNE Directeur de cabinet du Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	
Incidences climatiques sur la faim dans le monde	9
Jean-Charles LE VALLEE Spécialiste sécurité alimentaire, chercheur sur les questions de santé en lien avec le changement climatique, groupe Baastel	
Pauvreté et insécurité alimentaire en France	12
Arlène ALPHA Chargée d'études au GRET	
Questions et débat	14
POUR EN FINIR AVEC LA FAIM	20
Pluralité des acteurs, une complémentarité possible	20
Atelier 1	
Comment renforcer les moyens d'actions pour ne pas échouer ?	31
Atelier 2	
Conclusion	44
Hervé LEJEUNE Directeur de cabinet du Directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Denis METZGER Président d'Action contre la Faim – France	

La lutte contre la faim, un défi majeur pour atteindre les Objectifs du millénaire

Introduction

François DANEL

Directeur Général d'Action contre la Faim – France

Gilles HIRZEL

Chargé d'information de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) pour l'Europe

François DANEL

Je suis heureux de vous accueillir pour ces premières Rencontres sur la faim dans le monde.

En l'an 2000 s'est tenue à New York une réunion avec de nombreux chefs d'Etats autour du Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan. Cette réunion a abouti à formuler huit résolutions pour un monde meilleur. Parmi ces huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le premier consistait en l'engagement de tous les Etats pour réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à 2015.

La première Rencontre sur la faim dans le monde a aujourd'hui pour but d'établir un bilan et de dégager des solutions pour ce qui représente une préoccupation quotidienne pour Action contre la Faim : le développement, notamment technique, de notre monde rend aujourd'hui le scandale de la faim d'autant plus insupportable.

En plus de ses actions de terrain, Action contre la Faim a choisi d'interpeller le grand public lors d'événements tels que la Journée mondiale de l'alimentation. Cette rencontre s'inscrit dans la même perspective : s'informer, comprendre, c'est déjà agir. Il est indispensable de décrypter les mécanismes pour mieux lutter contre la faim dans le monde et s'efforcer d'atteindre les objectifs du millénaire.

Cette année, nous avons choisi de conduire nos actions de sensibilisation avec un organisme des Nations Unies de référence, la FAO, pour analyser et comprendre les mécanismes de la faim et donc mieux agir.

Gilles HIRZEL

La FAO est heureuse d'avoir été invitée à co-organiser ces rencontres. Nous travaillons de longue date avec toutes les composantes des sociétés civiles des différents Etats membres des Nations Unies, qu'il s'agisse des ONG, du secteur privé ou des collectivités territoriales. Nous avons appris au fil du temps à tous travailler ensemble, que ce soit au niveau institutionnel pour organiser des manifestations ou au niveau du terrain. Notons d'emblée que nos terrains d'intervention sont non seulement les pays en développement

ou en transition, mais également les pays industrialisés qui sont eux aussi concernés par les questions de la malnutrition.

Aujourd'hui, nous souhaitons développer les opérations de plaidoyer : si des progrès ont pu d'ores et déjà être constatés, ils restent notoirement insuffisants pour espérer atteindre l'objectif numéro 1 des OMD à savoir la réduction de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim.

La stratégie de la FAO est donc de poursuivre les travaux engagés avec les Etats membres, et d'intensifier les liens avec l'ensemble des grands acteurs de la lutte contre la malnutrition dans les différents pays du monde. Nous souhaitons ainsi dégager des solutions, améliorer l'efficacité de l'aide et avancer plus vite.

Nous avons donc la conviction que des rencontres telles que celle d'aujourd'hui représentent un pas supplémentaire, en rassemblant les différents acteurs au niveau national. Il reste néanmoins de nombreuses étapes afin de parvenir à des progrès beaucoup plus rapides.

François DANEL

Cette rencontre a trois objectifs.

Le premier est d'établir un état de la situation actuelle par rapport à l'objectif numéro 1 des OMS. Hervé Lejeune, de la FAO, nous précisera les raisons d'être optimiste ou pessimiste.

Les enjeux climatiques et économiques représentent ensuite un deuxième défi : l'envolée récente des prix des céréales pèse lourdement sur les problèmes d'accès à la nourriture et représente un impact à la fois sur les modalités de l'aide et sur les bénéficiaires.

Le troisième objectif de cette rencontre est de montrer que des espoirs sont permis. Une pluralité d'acteurs est mobilisée et le développement de complémentarités peut être gage d'efficacité. Malgré une situation difficile, l'ensemble de ces acteurs se bat au quotidien pour être le plus efficace possible et pour s'efforcer d'apporter des réponses concrètes.

Nous tenons enfin à remercier Bernard de La Villardière et Christian Troubé, qui ont accepté de contribuer à animer ces rencontres de manière bénévole. J'invite d'ailleurs chacun à lire *Les Nouvelles famines*, le nouveau livre de Christian Troubé, qui présente de manière pédagogique les problèmes de la faim dans le monde, en décrypte les mécanismes et évoque les actions concrètes de terrain.

Présentation des intervenants

Christian TROUBE
Rédacteur en chef de *La Vie*

Trois intervenants participeront aux réflexions de la première partie de ces Rencontres sur la faim dans le monde.

Hervé Lejeune, tout d'abord, est Directeur de cabinet du Directeur Général de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Il présentera un bilan intermédiaire des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Auparavant, pouvez-vous rappeler le rôle de la FAO ?

Hervé LEJEUNE

La FAO est une organisation gouvernementale des Nations Unies : elle agit avec les gouvernements et en accord avec eux sur le terrain, ce qui la distingue d'autres types d'intervenants dont les contraintes sont différentes. La FAO regroupe aujourd'hui 192 des 195 pays membres. Son mandat au sein des Nations Unies vise à mettre en œuvre des programmes de lutte contre la faim et à développer l'agriculture ; ses programmes ont trait à des problématiques aussi variées que la nutrition et le développement technique agricole. La FAO couvre l'ensemble des champs de l'agriculture, compris dans un sens large qui inclut non seulement l'activité agricole proprement dite mais aussi la pêche, l'aquaculture et la sylviculture. Elle poursuit également une action de nature normative, par exemple en tant qu'appui à l'Organisation Mondiale du Commerce pour la normalisation des produits alimentaires.

Christian TROUBE

La deuxième intervention sera celle de Jean-Charles Le Vallée, spécialiste de la sécurité alimentaire et chercheur sur les questions de santé liées au changement climatique, rattaché au groupe Baastel.

Jean-Charles LE VALLEE

Je me consacre depuis quinze ans à la sécurité alimentaire. J'ai notamment créé une communauté sur Internet qui comprend 10 000 membres, dans 110 pays. J'enseigne la « *food policy research* » à l'université Laval de Québec. J'ai également dirigé le bureau fédéral canadien pour le sommet mondial de l'alimentation.

Je représente ici le groupe Baastel qui a été créé à Ottawa et qui est aujourd'hui également présent à Bruxelles, où nous développons des partenariats. Nous travaillons sur les questions environnementales, le suivi et l'évaluation de programmes ; nous souhaitons nous implanter davantage en Europe et y développer des partenariats.

Christian TROUBE

La troisième intervenante sera Arlène Alpha, chargée d'études au GRET, connu comme ONG à financement public qui intervient entre autres sur les problématiques agricoles.

Arlène ALPHA

Le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET) est une ONG qui mène des projets de développement sur le terrain dans de nombreux domaines, en particulier l'agriculture, le développement durable, et la nutrition, notamment la nutrition infantile, mais également des actions concernant la formation professionnelle, la microfinance et les petites entreprises.

Par ailleurs, le GRET est un bureau d'études qui dispense son expertise, en particulier sur la sécurité alimentaire, à la fois dans les pays en développement et dans les pays du Nord. En France, nous animons le programme « aide alimentaire, alimentation et insertion » qui réunit les grands réseaux associatifs. Dans ce cadre, nous étudions les pratiques d'aide alimentaire et leurs évolutions possibles. Mon intervention portera précisément sur cette question.

Christian TROUBE

La situation en France concernant la malnutrition est en effet méconnue, et nous avons souhaité l'inclure dans ces rencontres pour nous permettre de faire évoluer notre regard sur la faim dans le monde. Nous avons en effet tendance à ne considérer que les pays du Sud, et nous évoquerons la géographie de la faim, qui touche aujourd'hui 854 millions de personnes dans le monde.

Le contexte du nouveau millénaire était porteur d'espoir. Le 8 septembre 2000, 40 chefs d'Etats et de gouvernements, 3 princes héritiers, 5 vice-présidents, 3 vice-premiers ministres et 23 ministres se sont retrouvés autour de Kofi Annan. Tous se sont engagés sur huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à atteindre d'ici à 2015. Le premier de ces objectifs est la réduction de moitié du nombre de personnes souffrant d'extrême pauvreté et de faim dans le monde.

Le mois de juillet 2007 a été une date symbolique, car il correspond à la moitié du temps entre le lancement des OMD en l'an 2000 et leur date butoir de 2015. Le bilan à mi-parcours incite au pessimisme sur la réalisation effective de cet objectif numéro 1, tant il semble difficile de pouvoir l'atteindre d'ici à 2015. Or les OMD étaient eux-mêmes en retrait par rapport aux objectifs du Sommet mondial de la faim qui s'était tenu en 1996 sous l'égide de la FAO. Les rapports intermédiaires de la FAO, publiés l'an dernier, sont peu optimistes. Jacques Diouf, son Directeur Général, constate que les chiffres témoignent d'une diminution du nombre de personnes souffrant de malnutrition, de l'ordre de 3 millions. Il conclut que cela correspond à la marge d'erreur statistique. Nous sommes donc dans une période de doute sur la possibilité d'atteindre les objectifs d'ici à 2015, comme le détaillera Hervé Lejeune en même temps qu'il abordera le paysage global de la malnutrition.

Bilan intermédiaire des Objectifs du millénaire pour le développement

Hervé LEJEUNE

**Directeur de cabinet du Directeur de l'Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)**

Afin d'éviter toute confusion, il est tout d'abord nécessaire de clarifier un point sur les chiffres, que l'on peut exprimer en valeur absolue ou relative. L'objectif numéro 1 des OMD est de réduire de moitié, en proportion, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Le but du Sommet mondial de l'alimentation était quant à lui de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim en valeur absolue. De ce fait, l'objectif des OMD est de réduire la malnutrition de 20 % à 10 % de la population, ce qui est plus réalisable.

I. Etat des lieux

La prévalence au niveau mondial est aujourd'hui de 17 %, ce que Jacques Diouf, le Directeur Général de la FAO, qualifie de « petit pas ». Il reste donc 7 points à gagner d'ici 2015.

La réduction de la faim est non seulement l'un des huit objectifs, mais également un objectif clé. Les autres objectifs tels que la santé ou la formation sont certes importants, mais il n'est concevable de s'attacher aux enjeux de santé ou de formation qu'à partir du moment où la question de la malnutrition est réglée. Cet objectif est donc la première condition de réalisation des suivants.

Le rapport de la Banque Mondiale sur le développement dans le monde paru cette semaine recommande de placer ce sujet au centre des efforts de développement. La Banque Mondiale rejoint donc les préconisations que la FAO soutient depuis près de 25 ans. Le potentiel de l'agriculture est deux fois supérieur au potentiel de croissance des autres secteurs de l'économie. La FAO continue donc de considérer que l'agriculture est le moteur indispensable non seulement pour atteindre les OMD, mais également pour le développement en général.

Malgré le pessimisme ambiant, ces objectifs ne nous paraissent en fait pas irréalisables, dans la mesure où l'enjeu est une diminution de 7 % d'ici à 2015. En revanche, diviser par deux le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans le monde reste bien évidemment beaucoup plus difficile : la baisse réelle de 3 millions de personnes affectées par la malnutrition est largement inférieure à un objectif en valeur absolue qui correspond à une diminution de 206 millions de personnes.

Les évolutions depuis les années 70 montrent une courbe en décroissance continue de 1970 à 1995 puis une inversion dans les années 2000 avec une remontée, ce qui marque également l'effort supplémentaire à consentir aujourd'hui pour atteindre les Objectifs du millénaire en 2015.

II. Les disparités régionales

Nous constatons d'importantes disparités régionales, qui sont révélatrices des enjeux pour les années à venir. Les pays en transition enregistrent une légère hausse, essentiellement imputable aux pays de la Communauté des Etats Indépendants.

1. Asie, Pacifique, Amérique latine et Caraïbes

En Asie, dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous enregistrons une prévalence en baisse et les progrès les plus significatifs de ces dernières années. Dans deux régions cependant, ces progrès restent insuffisants pour atteindre les objectifs du millénaire. L'Asie et le Pacifique connaissent une augmentation en valeur absolue depuis la dernière partie de la décennie, mais non en valeur relative.

La principale cause du renversement de tendance dans cette zone est la Chine, dont le nombre de personnes touchées par la malnutrition augmente. La population rurale ne profite que peu de la croissance. Si l'on peut se réjouir des taux de croissance élevés dans certains pays, il reste à étudier leur traduction en termes de sécurité alimentaire : ce sont majoritairement les zones urbaines et les activités non agricoles qui en tirent le plus parti. Cette constatation ne rejoint donc pas le rapport récent de la Banque Mondiale qui met en avant l'agriculture comme facteur de croissance. L'Inde a récemment demandé un soutien sur cette question du décalage entre la croissance et ses effets sur les populations rurales et agricoles. Il s'agit d'un point politiquement sensible, car ce décrochage entre la ville et la campagne peut mettre en péril la viabilité de la croissance à moyen terme.

2. Proche-Orient et Afrique du Nord

Cette région est la seule où la malnutrition augmente en nombre et en proportion, mais les chiffres de départ étaient relativement bas. La prévalence était en baisse les premières années mais la tendance actuelle est à la hausse.

3. L'Afrique sub-saharienne

En Afrique, la zone sub-saharienne présente l'insécurité alimentaire la plus forte, avec une augmentation de 22 % entre 1990-1992 et 2001-2003, la population touchée passant de 169 à 206 millions de personnes. Les tendances sont également négatives pour l'ensemble de la zone, hormis l'Afrique de l'Ouest. Cependant, si l'on détaille les situations pays par pays, il apparaît que 18 pays sur 39 connaissent une amélioration. Si le résultat d'ensemble pour la zone sub-saharienne est négatif, la moitié des pays qui la composent ont donc malgré tout une évolution positive.

Il reste que l'Afrique représente un quart de la population souffrant de la faim dans le monde. Quelques progrès ont cependant été enregistrés : la proportion de population souffrant de sous-nutrition est passée de 35 % à 32 %. Ce chiffre reste, cela étant, si important qu'il est impossible de s'en satisfaire.

Les premières causes d'insécurité alimentaire sont les conflits et les catastrophes naturelles. L'accroissement de la prévalence est d'ailleurs concentrée dans cinq pays qui sont en guerre : le lien entre conflit et sous-alimentation est particulièrement fort.

Le niveau de disponibilité alimentaire par habitant a augmenté ces dernières années mais n'a pas atteint le niveau moyen souhaitable, notamment en termes de calories. Les solutions techniques sont connues. Cependant, d'autres paramètres sur lesquels nous ne pouvons agir rendent les Objectifs du millénaire difficiles à atteindre d'ici à l'horizon 2015.

Les bons résultats enregistrés dans un certain nombre de pays sont cependant facteurs d'espoir. Au Gabon, la prévalence a diminué de 25 %. On observe des progrès significatifs en valeur absolue en Angola, au Bénin, au Congo, en Ethiopie, en Guinée, au Lesotho, en Mauritanie, au Mozambique, en Libye ou encore au Tchad, grâce à des politiques agricoles volontaristes. L'Ethiopie, le Ghana et le Mozambique sont d'ailleurs en passe d'atteindre les Objectifs du millénaire.

III. Un nouveau contexte

1. Le réchauffement climatique et la démographie

Le réchauffement climatique et sa célérité représentent un problème en tant que tel, auquel s'ajoute l'augmentation de la fréquence d'événements extrêmes et de catastrophes naturelles tels que le cyclone Sidr au Bangladesh. Les zones de basses latitudes et les zones tropicales risquent de subir les effets les plus marqués du réchauffement climatique alors que leur situation est déjà très précaire. On pourrait en revanche constater certains effets positifs pour l'agriculture dans les autres zones.

L'Afrique sub-saharienne sera en outre confrontée à une évolution démographique qui verra sa population fortement augmenter. Selon les prévisions, la population mondiale devrait se stabiliser vers 2050. L'Afrique devrait alors devenir le continent le plus peuplé (2 milliards d'habitants) devant la Chine et l'Inde (1,5 milliard d'habitants). Or l'Afrique étant dans le même temps le continent le plus touché par le réchauffement climatique, il est nécessaire d'anticiper les difficultés liées à cet effet de ciseau.

2. Les maladies transfrontalières

Les maladies transfrontalières sont en partie liées au réchauffement climatique. Elles apparaissent en effet dans des zones où elles n'étaient pas présentes auparavant. La FAO travaille à l'évaluation des risques et aux interventions qui devront être conduites. Nous sommes d'ailleurs déjà largement mobilisés pour combattre la grippe aviaire dans plus de 60 pays. Ces maladies transfrontalières ne sont pas sans effet sur le contexte : de nombreuses conséquences économiques sont à redouter.

3. Les bioénergies et les prix agricoles

La question des bioénergies est plus complexe qu'une opposition entre biocarburants et alimentation. Les bioénergies peuvent en effet représenter un véritable intérêt pour les pays en développement, qui ne doit pas être occulté par le débat sur l'impact des biocarburants sur le prix des matières premières. Les effets climatiques sur la production et ses conséquences sur les prix sont en fait quatre fois supérieurs ces dernières années aux effets de transfert d'une partie de la production vers les biocarburants. Certains produits connaissent également une pénurie du fait des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce et de la réforme de la Politique Agricole Commune. Certaines approches d'harmonisation des politiques

agricoles dans le monde conduites ces dernières années amènent donc à dépasser les aspects budgétaires pour s'interroger sur leurs aspects malthusiens.

Il faut enfin noter que 10 % des énergies utilisées dans les pays en développement sont en fait d'ores et déjà des bioénergies.

L'augmentation des prix agricoles est un enjeu à court terme, avec une facture qui augmentera de 20 % en moyenne. La facture alimentaire des pays les plus fragiles pourrait même doubler si la tendance se poursuivait.

4. L'urbanisation

L'urbanisation est une tendance forte dans tous les pays. Elle engendre des modifications des modes de consommation, des questions d'approvisionnement et des changements d'habitudes alimentaires. Le mouvement d'urbanisation est tel que 150 villes nouvelles de la taille de New York apparaîtront dans les prochaines années.

Je souhaiterais conclure sur une lueur d'espoir : le dernier rapport de la Banque Mondiale souligne à nouveau le symbole important que représente l'agriculture après l'avoir négligée depuis 25 ans. Grâce aux médias et à la mobilisation du grand public, nous pouvons espérer remobiliser l'ensemble des responsables politiques. La FAO se félicite donc du retour de l'agriculture sur l'agenda politique international et nourrit des espoirs de financements des programmes futurs.

Christian TROUBE

L'Inde demeure en valeur absolue le pays le plus touché par la malnutrition. Est-il exact de dire que les objectifs du millénaire seraient atteints si l'Inde seule résolvait ses problèmes de malnutrition ?

Hervé LEJEUNE

Le cas de l'Inde montre d'abord qu'il est important pour un pays de progresser dans tous les domaines à la fois. Si l'on peut souhaiter que ce pays atteigne les OMD, les craintes les plus importantes se situent en fait dans le moyen terme, avec le réchauffement climatique : celui-ci risque de mettre en péril les efforts réalisés pour que la croissance agricole rejoigne la développement global du pays.

Christian TROUBE

Vous avez mentionné l'existence d'un savoir-faire technique qui pouvait parfois être limité par d'autres paramètres, sur lesquels nous ne pouvons agir. Pouvez-vous préciser ces facteurs ?

Hervé LEJEUNE

Il s'agit essentiellement des conflits : la FAO en tant que telle n'est pas en mesure d'influer sur la résolution ou l'évitement de conflits, et on ne peut que reconnaître la portée relativement limitée des interventions de

l'ONU. Cependant, les évolutions politiques et le développement de l'Union Africaine et d'organisations propres à l'Afrique laissent espérer une réduction progressive des conflits sur ce continent.

Incidences climatiques sur la faim dans le monde

Jean-Charles LE VALLEE

Spécialiste sécurité alimentaire, chercheur sur les questions de santé en lien avec le changement climatique, groupe Baastel

I. Les changements climatiques et les gaz à effet de serre

L'environnement est pris en compte dans les Objectifs du millénaire de manière directe dans l'item n° 7 (assurer un environnement durable). Il est également une composante de l'objectif n° 4, car 40 % des décès d'enfants de moins de cinq ans sont causés par des maladies associées à des facteurs environnementaux comme l'eau, et il demeure sous-jacent dans d'autres objectifs.

Les changements climatiques ont une origine tant naturelle qu'humaine. Ces changements suivent à la fois des tendances à long terme (élévation de la température, modification des régimes hydrologiques) et des oscillations à plus court terme. Toutes les études s'accordent désormais à dire que la hausse minimale de la température d'ici à la fin du siècle sera de 1°C, les hypothèses moyennes prévoyant une hausse de 3°C, et les plus pessimistes de 6,4°C. Or une hausse de 2°C est déjà considérée comme extrêmement préjudiciable. Même si nous pouvions arrêter dès aujourd'hui toute production de gaz à effet de serre, l'augmentation de température serait dans tous les cas de 1°C. Les émissions globales ont crû de 70 % entre 1970 et 2004 et nous connaissons aujourd'hui les concentrations de CO₂ les plus élevées de l'histoire. Les pays riches sont responsables à 70 % de ces émissions passées tandis que les pays émergents comptent pour 28 % et les pays les moins développés pour seulement 2 %. Il faut cependant noter que la Chine pollue aujourd'hui autant que les Etats-Unis, de même que l'Inde contribue à l'effet de serre autant que le Japon et la Russie. Ni l'un ni l'autre n'était pourtant inclus dans le protocole de Kyoto.

Le kilométrage alimentaire («*food miles*») est un concept répandu aux Etats-Unis : il correspond aux distances parcourues lors des transports de nourriture. Les émissions de gaz à effet de serre dues au transport ont augmenté de 15 % en dix ans, l'agriculture et les produits agroalimentaires représentant 30 % des transports, notamment par camion. Il existe d'ailleurs une formule mathématique pour calculer la contribution individuelle à l'émission de CO₂. Une bouteille de beaujolais consommée à Montréal et importée par avion correspond ainsi à 2,5 kg de CO₂.

II. L'impact du réchauffement climatique par région

L'impact du réchauffement sera variable suivant les régions du monde. Il représente une menace pour les pays en voie de développement tandis que les pays industrialisés, en zone tempérée, pourraient connaître d'abord une hausse temporaire des rendements agricoles. La hausse des températures se répercutera donc

sur les schémas de production. L'humidité des sols sera également affectée par l'évolution du régime des précipitations.

On distingue deux types d'impacts : biophysiques et socio-économiques. Les impacts biophysiques sont ceux produits sur les cultures, les forêts, les élevages et la pêche, avec notamment des changements concernant la quantité et la qualité des ressources disponibles. Ils comprennent également la hausse du niveau des mers, de leur température, de leur salinité et de leur pH. Les impacts socio-économiques correspondent en particulier au déclin des rendements, de la productivité et des taux de croissance, à la hausse générale des prix agricoles, aux migrations et conflits et à une insécurité alimentaire croissante. On estime d'ailleurs que les changements climatiques représenteront le premier facteur d'insécurité alimentaire en Afrique australe.

La biodiversité est également menacée : une hausse de température de 2,5°C pourrait engendrer l'extinction de 20 à 30 % des espèces animales et végétales, et de plus de 40 % des espèces dans le cas d'un réchauffement supérieur à 4°C.

Le niveau des mers a augmenté de 17 cm au XX^{ième} siècle, avec une accélération constatée entre 1993 et 2003 : l'élévation était alors de 3 mm par an, le double de la moyenne enregistrée durant tout le XX^{ième} siècle. La fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes sont par ailleurs en hausse.

Dans les régions les plus vulnérables, l'eau sera l'enjeu le plus crucial. L'Afrique sera en ce sens la plus touchée. Elle souffre déjà des plus faibles résiliences et capacités d'adaptation. La sécheresse et la désertification qu'elle connaît n'iront qu'en s'aggravant. 250 millions d'Africains n'auront plus accès à l'eau d'ici à 2020. La production céréalière chutera d'un tiers en cinquante ans et la production agricole risque d'être divisée par deux. Les changements climatiques seront donc également un frein au développement. Le cas spécifique du Mali montre que la sous-alimentation pourrait passer de 34 % à près de 70 % d'ici 2030. Un financement pour permettre une meilleure adaptation du secteur agricole permettrait en revanche de la réduire à 21 %. Une véritable volonté politique est à mettre en œuvre. Les Etats-Unis ont débloqué 50 milliards de dollars pour reconstruire la région de La Nouvelle-Orléans dévastée par le cyclone Katrina. Or ce montant correspond aussi à ce que l'on estime nécessaire dans certaines réunions internationales pour éradiquer totalement le problème de la faim dans le monde.

L'impact du réchauffement en Inde et en Chine sera opposé : l'Inde perdra 18 % de sa production céréalière qui dépend de l'irrigation pluviale tandis que la Chine pourrait la voir augmenter de 15 %. La situation de ces deux pays est d'autant plus décisive qu'ils représenteront 42 % de la population mondiale en 2050. Le spécialiste britannique de l'environnement Norman Myers estime que le monde comptera 150 millions de réfugiés climatiques d'ici à 2050, dont 60 millions en Inde. Il faudra également ajouter à ce chiffre 50 millions de déplacés.

Les changements climatiques auront pour conséquence d'augmenter l'insécurité alimentaire. 70 % des 854 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire sont en effet concentrés dans les régions les plus vulnérables au réchauffement. En parallèle, ce sont également les populations qui sont les plus dépendantes de leur environnement direct pour se nourrir et disposer d'un accès à l'eau. Le groupe II du GIEC estime à 50 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire due aux changements climatiques d'ici à 2050. Les Objectifs du millénaire sont donc déjà caducs.

Je tiens malgré tout à souligner que les scientifiques ne sont pas à ce jour en mesure de s'accorder sur un seul scénario. Il est admis cependant que, quelle que soit la configuration, l'Afrique et l'Asie seront les plus affectées par les conflits et migrations à venir.

III. Les actions à mener

Les actions à mener devront être à la fois locales et internationales. Les actions locales peuvent être diverses : il serait ainsi judicieux de consentir des efforts pour parvenir à des bilans carbone neutres, en protégeant la végétation qui absorbe le dioxyde de carbone (puits de carbone), en modifiant nos habitudes et en sensibilisant la population. Les actions internationales s'inscrivent dans le cadre des grandes conférences internationales, telles que celle de Bali prochainement, ou la conférence qui sera organisée par la FAO en juin 2008 et qui portera spécifiquement sur le changement climatique, les bioénergies et la sécurité alimentaire.

Je souhaite également évoquer la question des OGM. Il est tout d'abord nécessaire de comparer les OGM et les pesticides, dont les effets néfastes sont aujourd'hui bien identifiés. Les risques concernant les OGM ne sont pas établis. Les incertitudes conduisent à exiger une meilleure évaluation de ces risques potentiels, et la mise en place de protocoles de vérification. Il est regrettable que le processus de réglementation soit réduit sous la pression politique et que le grand public soit exclu du débat ou que le secteur privé ignore ses objections. La question des OGM nourrit les réflexions sur les valeurs. Ils représentent la promotion d'une solution technique pour un problème potentiel mal identifié, qui est fondamentalement de caractère social et politique.

Les consommateurs peuvent bénéficier aujourd'hui d'une politique alimentaire peu onéreuse en apparence mais qui a des conséquences néfastes en termes d'impact environnemental, de qualité nutritionnelle ou de santé (obésité, coûts sociaux et écologiques...). Or les moyens manqueront à terme pour traiter ces externalités, ce qui conduira probablement à la nécessité de faire évoluer les politiques alimentaires existantes. Les OGM pourraient être une partie de la solution, mais il reste à le prouver. Les objectifs invoqués pour développer les OGM sont souvent de court terme : ils visent à accroître le rendement et les marges de profit tout en exploitant les ressources naturelles, mais ne résolvent aucunement les problèmes écologiques authentiques du système alimentaire. Leurs promoteurs se cantonnent à une conception de l'agriculture réduite à la production et ne les considèrent pas dans un système intégré. Il sera donc crucial d'évoluer vers un paradigme qui prend en compte à la fois l'économie et la santé publique (intégration écologique). Sur ce sujet, je vous suggère de lire *Food Wars*, de Tim Lang et Michael Heasman.

Pauvreté et insécurité alimentaire en France

Arlène ALPHA
Chargée d'études au GRET

La situation de la sécurité alimentaire en France est relativement sombre. On peut même établir certains parallèles avec des pays en développement.

I. Les problèmes de sécurité alimentaire en France

On ne constate bien évidemment pas en France de crise alimentaire aiguë ou de famine. Cependant, on observe une forme d'insécurité alimentaire chronique similaire aux pays en développement. Celle-ci va revêtir la forme d'un accès alimentaire insuffisant en termes de quantité et de qualité.

Peu d'estimations chiffrées sont disponibles pour étudier la situation française. Les associations font état de 2,5 voire 3 millions de personnes qui ont recours à l'aide alimentaire, soit autant de personnes non autonomes du point de vue alimentaire. La pauvreté quant à elle touche environ 7 millions de personnes, auxquelles il faut ajouter 3,5 millions d'allocataires des revenus sociaux. Enfin, le nombre de bénéficiaires du RMI est passé de 400 000 en 1999 à 1,1 million en 2005.

L'ampleur du problème est sans commune mesure avec les pays du Sud et il va de soi que le contexte est différent. La France dispose de richesses économiques, donc d'un potentiel de redistribution, ainsi que de dispositifs publics et associatifs plus solides que les pays en développement. L'ensemble de ces filets de sécurité permet d'éviter que l'on ne meure de faim en France.

Pour autant, le ressort principal de la malnutrition en France est très similaire à ce que l'on peut observer dans les pays du Sud : il ne s'agit pas plus ici que là-bas d'un problème de disponibilité alimentaire ou d'enjeux techniques. Le ressort principal est d'ordre socio-économique, lié à une pauvreté due à des revenus du travail ou des prestations sociales qui ne suffisent pas. Il peut également se coupler avec des problèmes d'accès : certaines banlieues peuvent être qualifiées de véritables déserts alimentaires du fait de la disparition des commerces de proximité.

II. L'évolution de la manière d'appréhender le problème

La première réponse aux crises dans les pays du Sud a été l'aide alimentaire d'urgence. La gestion des crises est cependant de plus en plus inscrite dans une vision à long terme incluant le développement. La difficulté est alors d'articuler le passage de l'urgence à la sécurité alimentaire.

On observe le même processus en France. Le problème alimentaire a longtemps été appréhendé sous l'angle de l'aide, dont une augmentation continue a tenté de répondre à la récession économique et au chômage persistant. Les réseaux associatifs tels que la Banque alimentaire ou les Restaurants du Cœur ont accru à la fois le nombre de distributions et le nombre de repas. Concentrées au départ sur la période hivernale, les périodes de distribution sont maintenant réparties tout au long de l'année.

L'aide alimentaire comme mode d'action correspondait au départ à un chômage perçu comme conjoncturel. Les Restos du cœur et la Banque alimentaire n'étaient pas destinés à être pérennisés ; or ils sont toujours présents, et indispensables, vingt ans plus tard.

Le chômage est identifié depuis les années 90 comme un problème structurel et la précarité est de plus en plus diverse et complexe. Les chiffres des associations révèlent que ceux qui ont recours à l'aide alimentaire ne sont pas seulement des personnes marginalisées, mais également des travailleurs pauvres, des mères de famille, des sans-papiers ou encore des demandeurs d'asile. Pour ces publics différents, le problème est un accès alimentaire autonome qui pourrait être assuré par les revenus issus d'un emploi ou de prestations sociales.

Le filet de sécurité s'est renforcé en 1998, avec notamment la loi contre les exclusions, et l'évolution des pratiques associatives : la distribution reste prédominante, mais il s'y est ajouté des activités d'insertion sociale et professionnelle. Les efforts d'accompagnement sont donc engagés à moyen et long terme pour faire face à une précarité désormais considérée comme structurelle.

On constate par conséquent que les dispositifs en France ont évolué, passant d'une logique d'urgence à une logique d'insertion et de développement, avec un renforcement des capacités de lutte contre la pauvreté et la précarité.

III. Les limites des dispositifs d'aide

Le dispositif atteint aujourd'hui ses limites tant la situation est critique. Les types de prestations se sont multipliés, mais leurs montants restent manifestement insuffisants pour procurer une autonomie alimentaire à leurs bénéficiaires. De plus, ces prestations restent incomplètes car elles ne ciblent pas certains segments de la population : les 18-25 ans (qui ne peuvent pas bénéficier du RMI), les sans-papiers ou les demandeurs d'asile par exemple passent au travers des mailles du filet social.

Par ailleurs, si les associations comptent de plus en plus de travailleurs sociaux, elles continuent de reposer en grande partie sur des bénévoles. Ceux-ci sont de plus en plus sollicités, à la fois en termes de quantité (nombre croissant de distributions) et de qualité (accompagnement). Les formations des bénévoles ont donc été multipliées en vue de leur professionnalisation, avec pour effet induit une frontière de plus en plus floue avec les travailleurs sociaux.

Les associations se retrouvent donc aujourd'hui au bord de la rupture, car les bénévoles ne sont plus en mesure de faire face à la fois à l'augmentation des besoins et à la gestion de situations humaines et sociales qui nécessiteraient des formations spécialisées. Il faut alors s'interroger sur la fonction remplie par les associations d'aide alimentaire.

Le bilan des dispositifs d'aide ne peut donc qu'être relativement négatif. Ces dispositifs devaient être temporaires, et ils sont devenus de plus en plus indispensables. L'insertion sociale et professionnelle reste un idéal toujours à atteindre. Il n'existe que peu d'études sur l'efficacité des activités d'insertion, mais on constate de manière empirique que les bénéficiaires les fréquentent durant au moins un an alors que le soutien est censé être ponctuel : il manque aux bénéficiaires la capacité à s'insérer facilement dans un monde du travail qui est de plus en plus exigeant. Seule une petite partie d'entre eux disposent du bagage social et culturel qui leur permette de rebondir, tandis que les autres demeurent dans une situation

extrêmement précaire. Ces derniers passent donc d'une association à l'autre et reviennent à leur point de départ après trois ou quatre ans.

En conclusion, il apparaît indispensable de remettre à plat l'ensemble des réponses que nous avons apportées jusqu'ici. Il est d'ailleurs question d'un « Grenelle social », qui réunirait en particulier les acteurs de lutte contre la malnutrition et permettrait de revoir les réponses apportées, qu'elles soient publiques ou associatives. L'accroissement du nombre de travailleurs pauvres qui doivent recourir à l'aide alimentaire est un véritable scandale, qui souligne les efforts à produire en termes de qualité d'emploi, de formation et de politiques sociales. Il serait primordial de dégager des moyens beaucoup plus importants, par exemple pour soutenir les associations. On pourrait envisager de les inclure officiellement dans les dispositifs publics comme prestataires sociaux à part entière. Enfin, la qualité est certes un enjeu important, mais il conviendra de ne pas confondre la qualité de l'accès alimentaire et l'accès à une alimentation de qualité – tout comme pour le logement il est différent de considérer l'accès à des centres d'hébergement et l'accès au logement. En tout état de cause, le droit à l'alimentation nécessite un investissement public accru.

Questions et débat

Christian TROUBE

Arlène Alpha, vous avez évoqué «un monde associatif au bord de la rupture ». Quelle serait la pertinence des actions qu'une ONG internationale pourrait déployer parallèlement en France ?

Arlène ALPHA

En ce qui concerne le GRET, c'est notre expérience des pays du Sud qui nous a conduits à animer un programme interassociatif d'aide alimentaire en France. Nous avons alors remarqué que les actions en France étaient en retard en termes de réflexion car elles étaient concentrées sur l'urgence, avec un déficit d'analyse des effets pervers ou contre-productifs. Les ONG internationales intègrent depuis longtemps les bénéficiaires comme parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre des projets. Elles peuvent donc apporter cette expérience en France. L'approche est restée en effet de type «assistancialiste » jusque dans les années 90, avec des bénéficiaires qui n'avaient pas leur mot à dire. Les programmes du GRET ont donc souligné l'importance de considérer les bénéficiaires comme des acteurs à part entière, dont il faut encourager l'expression. Par ailleurs, il existe en France de multiples réseaux associatifs déjà opérationnels et comprenant des antennes locales, ainsi que des associations non affiliées à de quelconques réseaux ou encore des associations de quartier... Ce foisonnement a beau être tout à fait légitime, il n'en reste pas moins qu'un important travail de coordination des structures existantes est nécessaire avant d'entamer toute nouvelle action.

Christian TROUBE

Quelle est la situation au Canada ?

Jean-Charles LE VALLEE

La situation est moins négative, avec un taux de 10 à 15 % d'insécurité alimentaire, soit trois à quatre millions de personnes. La Banque alimentaire, dont la création au Canada remonte à 1981, compte aujourd'hui trois millions de bénéficiaires, dont 40 % d'enfants. Le gouvernement s'est déchargé du problème sur la société civile, et le salaire minimum n'a pas été revalorisé depuis 1979 malgré l'augmentation du coût de la vie. On a pu également mettre en évidence que l'insécurité alimentaire touchait plus les fumeurs, les personnes alcooliques ou obèses : celles-ci ont entre deux et trois fois plus de risques d'être victimes d'insécurité alimentaire que l'ensemble de la population. Pour tenter de remédier à cet enjeu lié à la qualité alimentaire, la tendance actuelle est au développement de l'agriculture locale et biologique.

Arlène ALPHA

En France, le pourcentage de personnes obèses est également plus important parmi ceux qui ont besoin d'une aide alimentaire que parmi l'ensemble de la population. La malnutrition n'était en fait pas identifiée comme problème en soi jusqu'à 1998. On considérait – à raison – qu'elle faisait partie d'un problème plus global de pauvreté, de santé et de logement auquel les politiques sociales s'attachaient. La représentation symbolique de la malnutrition a évolué depuis, si bien qu'elle figure désormais en toutes lettres dans les textes de loi. La prise de conscience concernant les circuits d'approvisionnement courts progresse également en France, y compris parmi les associations d'aide alimentaire. Le GRET s'attache d'ailleurs à valoriser les pratiques innovantes comme l'approvisionnement local pour améliorer la qualité, contribuer au dynamisme du territoire, et inciter consommateurs et producteurs à se rencontrer.

Florence EGAL, FAO

Une étude du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) menée en Afrique du Sud compare les modèles alimentaires d'une population urbaine et de la population rurale environnante. Le sorgho domine dans les habitudes alimentaires de la population rurale, mais celle-ci change de régime avec la migration urbaine. Elle adopte la restauration rapide même si elle a bien conscience que la qualité de son alimentation en est affectée. Ces migrants urbains réservent donc le sorgho aux enfants et aux personnes âgées. Ils n'ont cependant bientôt à leur disposition que du sorgho industriel qui ne correspond pas à leurs habitudes culinaires. Il reste donc tout un travail à faire sur les habitudes alimentaires des migrants pour relancer la distribution de produits locaux en zone urbaine et améliorer la qualité. Ce type de questionnement est malheureusement freiné par la manière dont nous sommes organisés et financés.

De la salle

Existe-t-il un lien établi entre la mondialisation et le réchauffement climatique ?

Jean-Charles LE VALLEE

La mondialisation induit surtout une homogénéisation des habitudes alimentaires et une forme de perte d'identité. J'essaie de promouvoir l'idée d'une démocratie alimentaire aux niveaux gouvernemental, fédéral, régional, d'où la nécessité de la sensibilisation du grand public. Dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide alimentaire ne figure aucune mention de la société civile. Nous nous sommes donc mobilisés avec l'Agence canadienne de développement international pour trouver un financement de 700 000 dollars et organiser un colloque sur ce sujet avec la société civile en septembre prochain.

Christian TROUBE

Les Objectifs du millénaire pour le développement tendaient à présenter la mondialisation comme idyllique et idéale : elle devait apporter un progrès global qui influencerait sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Cette vision négligeait cependant la politique de l'OMC et le réchauffement climatique. La réalité de l'Organisation Mondiale du Commerce montre plutôt des pays du Sud confrontés aux pays du Nord. Les subventions agricoles de ces derniers sont dénoncées comme facteurs d'aggravation de l'insécurité alimentaire dans les pays en développement. La renégociation actuelle des accords ACP va également à l'encontre des vœux pieux des OMD.

Arlène ALPHA

Le Sénégal, à la fois membre de l'OMC et de l'Union Africaine, est un exemple de la standardisation : il est l'un des pays d'Afrique de l'Ouest qui est confronté depuis plusieurs années à des importations massives de riz. Le riz local ou provenant de la sous-région est moins apprécié que le riz importé de Thaïlande, moins cher et mieux présenté. Cependant, un espoir est apparu lors des discussions dans le cadre des négociations pour les Accords de partenariat économique (APE). Les pays d'Afrique de l'Ouest revoient leurs politiques pour protéger leurs marchés locaux des importations par un relèvement de barrières douanières qui sont aujourd'hui parmi les plus faibles du monde. On observe également une tendance à renforcer la compétitivité des produits locaux et leur valorisation.

Gilles HIRZEL

Arlène Alpha a présenté les problèmes de malnutrition en France. Les données disponibles à l'échelle de l'Europe sont peu précises, et le chiffre de 9 millions de personnes souffrant de la malnutrition dans les pays industrialisés semble considérablement sous-estimé. Or il serait de l'intérêt de tous d'évaluer le niveau réel de la situation dans les pays industrialisés. L'évolution des modalités de retrait en Europe tend-elle à favoriser l'aide alimentaire ?

Arlène ALPHA

Le niveau des stocks baisse dans l'Union européenne. On observe donc une forme de nationalisation de l'aide alimentaire. Chaque pays achète les denrées sur son propre marché et compte de moins en moins sur les retraits européens. De plus, les associations tendent parallèlement à mettre en place des circuits courts et s'approvisionnent également sur le marché local.

Hélène DERET, Département technique d'Action contre la Faim

Les pays du Nord poussent le Sud à développer les cultures pour produire des biocarburants. Cette politique n'est-elle pas un facteur d'insécurité alimentaire ?

Jean-Charles LE VALLEE

Le contexte diffère d'un pays à l'autre. La canne à sucre au Brésil reste un modèle, mais celui-ci est complexe à dupliquer ailleurs car il dépend d'une volonté commune entre le secteur privé et public pour poursuivre un objectif commun. Tous les moteurs de voiture ont été adaptés pour fonctionner avec des biocarburants à base de canne à sucre. La canne à sucre en elle-même n'entre pas dans la problématique de l'insécurité alimentaire car elle n'est pas primordiale pour l'alimentation humaine. Ce n'est pas le cas en revanche du maïs, dont le rendement énergétique est, de surcroît, médiocre. Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, estime que 232 kg de maïs permettent de produire 50 litres d'éthanol, mais la même quantité permet également de nourrir une personne pendant un an. On a évoqué cette équation pour le Mexique. Or il se trouve que le prix des tortillas a augmenté en février non à cause des biocarburants, mais à cause de la sécheresse et des spéculations de grands producteurs. Le maïs utilisé pour les tortillas est de plus différent de celui servant à produire de l'éthanol. Dans tous les cas, les maîtres mots en ce domaine seront les mêmes que pour les OGM : vérification, certification et évaluation des impacts.

Florence EGAL

Il faut également noter à propos de la diversité alimentaire qu'il existe 6 000 à 7 000 espèces comestibles. Les industries agro-alimentaires ont été beaucoup critiquées car elles n'utilisent qu'une part très faible de ces espèces, mais elles passent en réalité par les fourches caudines des grandes surfaces : s'il se dégage une impression de diversité des produits dans les supermarchés, ceux-ci correspondent en réalité à un nombre extrêmement réduit d'espèces. En exagérant, on pourrait dire que tous les produits sont composés de cinq ou six espèces.

De la salle

Quels sont les indicateurs utilisés pour analyser la malnutrition et la sous-nutrition ? Par ailleurs, existe-t-il également des indicateurs de qualité ? Enfin, l'eau est un enjeu crucial mais ne figure que dans l'objectif du millénaire numéro 7. Quelle en est la raison ?

Jean-Charles LE VALLEE

L'International Food Policy Research Institute (IFPRI) a montré qu'il existe 200 définitions de l'insécurité alimentaire et 450 indicateurs pour l'analyser. Il est donc nécessaire d'opérer une sélection par rapport au cadre d'analyse souhaité. En ce qui concerne la qualité, il existe effectivement une différence entre « salubrité » et « qualité nutritionnelle ». Le Canada a selon moi quinze ans d'avance en termes de salubrité, avec un système de traçabilité très au point. Nous avons d'ailleurs connu très peu de cas de vache folle. Enfin, vous avez raison de souligner que l'eau est trop souvent oubliée comme aliment : le

guide nutritionnel canadien mentionne l'eau seulement pour la première fois cette année. Je vous rejoins sur son importance cruciale : elle sera l'enjeu numéro 1 du XXI^{ème} siècle.

Olivier LONGUE, Directeur Général d'Action contre la Faim Espagne

Il y a dix ans, bénéficier de l'aide alimentaire était vécu comme une honte sociale. Or la Banque alimentaire espagnole a démontré qu'elle contribuait à la diversification des dépenses du foyer. Pensez-vous que la France a suivi une évolution similaire ? Je tiens par ailleurs à souligner que les Objectifs du millénaire seront probablement atteints en Amérique du Sud grâce non seulement au travail des ONG, mais surtout grâce à la croissance économique.

Arlène ALPHA

Les associations font effectivement part d'une atténuation de la stigmatisation attachée à l'aide alimentaire. Il s'agit probablement d'un effet de la diversification des publics, qui induit un rapport à l'aide plus diversifié. De plus, au-delà de la perception des associations, peu d'études exhaustives ont interrogé les bénéficiaires sur leur perception et leur représentation de l'aide. Les seules enquêtes existantes montrent un rapport très divers d'une personne à l'autre. Il n'en reste pas moins que la majorité a honte et qu'un grand nombre de personnes éprouvent même des réticences à se rendre sur les lieux de distribution. Il y a donc également une forme cachée de la faim. En parallèle, de plus en plus de personnes ont un rapport à l'aide alimentaire en termes de « droit à ». Cela génère parfois des tensions entre bénévoles et bénéficiaires, et ces problèmes de communication vont à l'encontre de l'idée d'impliquer les bénéficiaires comme acteurs des projets. *A contrario*, ces exigences sont également révélatrices de dignité. Par ailleurs, l'Institut national de veille sanitaire a conduit une analyse épidémiologique (Abena) qui a mis en lumière de considérables carences nutritionnelles chez les bénéficiaires. Cela a des répercussions sur l'aide alimentaire : les associations devraient-elles proposer des vitamines et des minéraux ? Cette étude révèle également le décalage entre ceux qui donnent l'aide et ceux qui la reçoivent. Pour la majorité des personnes qui perçoivent l'aide, celle-ci constitue la source principale d'alimentation alors que ceux qui donnent pensent que l'aide alimentaire n'est qu'une source parmi d'autres. Cela a des conséquences sur l'état nutritionnel des bénéficiaires.

Jean-Charles LE VALLEE

L'Association canadienne des banques alimentaires vient de publier récemment une étude sur toutes ces questions. Elle a montré notamment que de nombreuses personnes préfèrent se priver de nourriture plutôt que de payer leurs factures avec un retard qui occasionnerait des pénalités financières.

Fabienne EGAL

Pour revenir sur la question précédente, les indicateurs anthropométriques (poids, taille, indice de masse corporelle, périmètre brachial...) sont très utilisés. Il serait également utile de mettre en place d'autres indicateurs très simples de consommation alimentaire : insécurité alimentaire au niveau des ménages et niveau de diversité alimentaire. Il apparaît en effet que la diversité décroît avec les revenus. Les indicateurs sont d'autant plus pertinents qu'ils sont déclinés entre zones urbaines, populations pastorales ou

sédentaires, etc. Désagréger ces données à l'intérieur des pays et par groupes vulnérables permettrait en outre de cibler les plus vulnérables et de conduire des évaluations plus pertinentes.

De la salle

Si les Objectifs du millénaire semblent d'ores et déjà hors de portée, ne serait-il pas nécessaire de définir de nouveaux objectifs plus réalistes ? Par ailleurs, les OGM permettent de multiplier les rendements des produits agricoles mais il subsiste à leur égard des incertitudes concernant la santé. Est-il concevable de cultiver les OGM uniquement comme bioénergie ?

Christian TROUBE

Les Objectifs du millénaire continuent de faire l'objet de réflexions, et je vous engage à vous reporter au rapport intermédiaire des Nations Unies, qui évoque également des points positifs.

Arlène ALPHA

Le rapport sur le développement 2008 de la Banque Mondiale montre aussi une direction favorable pour le développement agricole dans les pays du Sud et vise à une moindre dépendance alimentaire. De plus, il témoigne d'une volonté de cohérence entre les politiques commerciales et les politiques agricoles : la libéralisation des échanges est loin d'avoir produit l'amélioration de bien-être escomptée, et la remise en question des politiques suivies jusqu'ici conduit à de nouvelles préconisations. Il faut également souligner que la promotion du développement agricole est soutenue par l'Afrique. L'Afrique de l'Ouest a défini notamment la réduction de sa dépendance alimentaire et la production agricole comme priorité.

Jean-Charles LE VALLEE

Je n'ai personnellement pas d'opposition de principe aux OGM : ils pourraient même se révéler d'autant plus utiles que les sécheresses seront critiques durant le XXI^{ème} siècle. Reste qu'ils doivent être aussi adaptés aux cultures vivrières et non uniquement aux profits de quelques compagnies biotechnologiques. Nous devons également résister à leur tentative d'insérer un gène qui stérilise les cultures. Enfin, la science ne répond pas aux enjeux sociaux et politiques. Il est indispensable d'en finir avec le modèle productiviste suivi depuis 1945 et de le remplacer par un modèle fondé sur la santé publique. C'est ce modèle que j'appelle «écosanté publique ». La recherche de profits à court terme ne peut pas offrir de solutions durables.

Christian TROUBE

Merci pour cette matinée d'état des lieux. Nous rechercherons cet après-midi des pistes d'actions avec les ateliers animés par Bernard de La Villardière.

Pour en finir avec la faim

Pluralité des acteurs, une complémentarité possible

Atelier 1

Michel MEYER, Directeur du projet Pro-Natura/Sodexo Madagascar

Florence EGAL, Division de la nutrition et de la protection du consommateur, FAO

Jacques GODFRAIN, Maire de Millau, ancien Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères à la Coopération, Président d'Alliés

Luc GUYAU, Vice Président du Conseil économique et social, Président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture

François DANIEL, Directeur Général d'Action contre la Faim France

Caroline PEYRE-KOCH, Chargée de Programmes Pays du Sahel, Deutsche Welthungerhilfe (German Agro Action)

L'atelier était animé par Bernard de LA VILLARDIERE, journaliste et producteur.

Bernard de LA VILLARDIERE

Les interventions de ce matin ont porté sur les difficultés pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement mais ont également souligné la nécessité de poursuivre les efforts. Le premier atelier de cet après-midi portera sur les solutions à apporter pour enrayer le mécanisme de la faim.

Michel MEYER

Pro Natura est une ONG qui a été créée au Brésil en 1992, puis qui s'est internationalisée avec la création d'un bureau à Paris. Ses projets sont centrés sur les zones rurales en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest. Je présenterai ici une étude de cas qui concerne un projet en cours à Madagascar en partenariat avec Sodexo, pour illustrer les coopérations possibles entre les entreprises et les ONG. La démarche de Pro Natura est essentiellement participative : elle vise au développement à la fois par une approche « *bottom up* » en s'appuyant avant tout sur la base des communautés rurales, et par une démarche coopérative : elle n'a pas de financement propre ou d'adhérents mais uniquement des spécialistes qui proposent leur expertise de manière bénévole. Les projets sont financés à 75 % par les entreprises.

Florence EGAL

Je suis médecin, et j'ai rejoint la FAO après des années passées en ONG, puis comme consultante indépendante. Je milite depuis 18 ans au sein de la FAO pour mettre en place les politiques de sécurité alimentaire les plus concrètes possible.

I. Les acteurs de la nutrition

Michel MEYER

Si la situation à Madagascar était satisfaisante dans les années 1970, elle s'est ensuite dégradée dans les années 1980 et 1990. Madagascar compte aujourd'hui environ 20 millions d'habitants, dont 35 % à 40 % souffrent de malnutrition.

Le projet conduit par Pro Natura et financé par Sodexho est centré sur l'extrême sud de l'île, dans les régions d'Anosy et Androy. Ces deux régions, parmi les plus pauvres du pays, sont essentiellement rurales, avec d'immenses zones semi-désertiques et une densité de population avoisinant 10 habitants par kilomètre carré. L'objet de l'étude que nous avons conduite est de mettre en place une chaîne « viande locale » pour une petite ville (45 000 habitants) en fort développement, à partir d'un paramètre prégnant : il y a dans cette zone un million d'habitants et presque autant de zébus.

La zone de Fort-Dauphin a connu les quarante années de marxisme qui ont ruiné le pays, ainsi que des catastrophes naturelles et des famines. Elle comporte également d'importants gisements miniers qui n'ont jamais pu être exploités. La situation étant aujourd'hui plus favorable, la société Rio Tinto a décidé d'investir 600 millions de dollars sur cinquante ans pour extraire le sable. Elle a choisi Sodexho pour assurer la restauration de ses employés, non seulement parce que Sodexho est le numéro 1 mondial de la restauration de chantier, mais également du fait de sa politique éthique qui s'efforce de promouvoir l'approvisionnement local. Trois villages, soit 220 maisons, ont été construits en 2007, et cet afflux rapide de population au cours du développement de l'exploitation des gisements engendre des problématiques d'alimentation et de logistique. La population de la ville passera en effet à 50 000 puis à 100 000 habitants à terme. Sodexho lutte contre la faim depuis des années au travers de son programme «*Stop hunger*», avec notamment Alliés. Ici, elle a fait appel à Care pour de la formation centrée sur les produits maraîchers, et à Pro Natura pour mettre en place une chaîne alimentaire locale qui respecte l'environnement.

La viande est pour l'instant importée par avion du Nord du pays. De nombreux troupeaux de zébus sont présents à moins de 200 km, mais les routes pour relier cette région à Fort-Dauphin ont été détruites dans les années 70. Il s'est donc engagée une véritable course contre la montre pour assurer cette chaîne alimentaire et assurer un développement rapide et durable. L'objectif est d'être opérationnel dès 2009.

On estime le nombre de zébus à 700 000 têtes dans la région, mais seulement un tiers de ce cheptel est commercialisé. Le reste est la propriété de la population et ne fait pas l'objet de commerce car le zébu est un sujet d'orgueil pour la population. L'animal est également chargé symboliquement et lié à certains rituels : un jeune ne sera considéré comme adulte dans certaines ethnies qu'après avoir volé un zébu. Les petites villes de 10 à 15 000 habitants disposent donc souvent de marchés très étendus, mais extrêmement pauvres.

Une première étape, le recensement du nombre de zébus, a été achevée fin 2006 mais de nombreux problèmes restent encore à résoudre : les tabous (les zébus sont sacrifiés lors de rites funéraires) ; l'état des routes (qui font l'objet d'un projet de la Banque Mondiale) ; la vaccination du cheptel et le contrôle (la vaccination est payante et vérifiable uniquement *a posteriori*). Les vaccinations sont devenues payantes à la suite de privatisations imposées par la Banque Mondiale, et les petits paysans ne peuvent se permettre

de vacciner que les animaux vendus au marché. Le cheptel a donc été décimé par des épidémies de tuberculose et l'Union européenne impose un embargo sur la viande malgache depuis 1995.

Il en résulte que Madagascar, malgré ses 20 millions d'habitants, ne compte que deux abattoirs. Il est donc prévu, en 2008, de réhabiliter les abattoirs de Fort-Dauphin pour les mettre aux normes techniques et sanitaires internationales, avec un financement de la Banque Mondiale. L'ensemble de ce projet mobilise donc l'Etat, Sodexho, Rio Tinto et Pro Natura, ou encore la société coréenne Daewoo, qui conduit un projet de port en eaux profondes. La coordination de tous ces acteurs est donc un véritable défi.

Bernard de LA VILLARDIERE

Comment la coordination est-elle organisée avec des acteurs qui ont des logiques différentes ? Les uns ont des objectifs financiers et d'autres la préoccupation d'un impact réduit sur l'environnement et les populations.

Michel MEYER

L'ensemble des acteurs converge en réalité vers le même objectif avec des délais similaires de 12 à 18 mois. Sodexho affiche ici sa préoccupation de lutter contre la faim au travers de son programme Stop Hunger et sera jugée par ses actionnaires. Rio Tinto affiche un programme de développement durable et souhaite également être exemplaire. On constate donc une convergence d'objectifs (et pas forcément d'intérêts) entre les entreprises et les ONG. Notre ONG s'insère dans un dispositif coordonné par les autorités locales.

Bernard de LA VILLARDIERE

Qui juge de la réalisation des objectifs et qui est en mesure d'arbitrer en cas de conflit ?

Michel MEYER

Ce sont les entreprises qui évaluent le projet, tout en étant liées aux engagements pris vis-à-vis du gouvernement lors de la délivrance des autorisations d'exploitation de la mine et du développement de la région.

Bernard de LA VILLARDIERE

Par qui est financée Pro Natura ?

Michel MEYER

Pro Natura réalise des projets comme « assemblier » d'acteurs avec un financement qui est inclus dans les programmes. Nous sommes donc financés à Madagascar par Sodexho mais les configurations sont différentes suivant les pays et les projets.

II. Pour lutter contre la faim : des alliances incontournables

Florence EGAL

Plus que des raisons d'espérer, je souhaite avant tout prôner des approches différentes. La malnutrition infantile a des impacts économiques (coûts de traitement, frais de santé). Elle perpétue un système de mal-développement car elle affecte la scolarité des enfants. Elle est une infraction aux droits de l'homme, liée à de nombreuses dimensions sociales (logement, éducation, santé...).

On peut certes constater certains progrès : la réhabilitation nutritionnelle a progressé, par exemple avec des produits tels que le Plumpy Nut, et les systèmes d'information sont beaucoup plus efficaces. La surveillance est donc plus efficace et les alertes plus rapides. Malgré tout, les décisions de mise en œuvre d'actions restent du ressort du politique, trop peu réceptif aux signaux d'alerte. Les technologies de l'information et de la communication sont également facteurs de progrès lorsqu'elles sont utilisées de manière adéquate. L'existence des Objectifs du millénaire pour le développement est elle aussi positive, car ils obligent les gouvernements à prendre en compte des considérations humaines. La difficulté à atteindre ces objectifs montre la nécessité de remettre en cause les méthodes.

Les résultats obtenus sont mitigés pour de multiples raisons : les actions s'attachent plus aux symptômes qu'aux causes, se révèlent à la fois ponctuelles, tardives, sectorielles (il existe par un exemple un clivage trop important entre la sécurité alimentaire et la santé), et trop génériques. En outre, l'impératif d'efficience (« *cost efficiency* ») se révèle souvent contre-productif. De plus, les approches sont trop centralisées, et ce que l'on nomme « nutrition » recouvre une nébuleuse de professions différentes (chercheurs spécialisés en diabète, nutrition sociale...). Il en résulte une confusion et un manque de coordination considérables, avec par conséquent des dispersions des efforts, des rivalités, des blocages d'informations. On peut déplorer par ailleurs la séparation entre l'information, souvent très spécialisée, et l'action. Les approches séquentielles de planification sont également peu réactives pour faire face à l'urgence. Enfin, les méthodologies tendent vers trop de sophistication et sont inapplicables sur le terrain.

Il convient donc de remettre le bon sens à l'honneur, de s'attacher tout d'abord à décrypter les causes réelles pour trouver des solutions et de multiplier les approches intersectorielles : la nutrition est en effet en interaction avec les opérations d'aide alimentaire (à la fois en termes de sécurité alimentaire et de préparation/distribution de l'aide) et avec les programmes de santé en termes de services, d'hygiène, d'éducation alimentaire et sanitaire... Les solutions à apporter dépendront également du contexte du pays et des zones d'action : les zones semi-arides, de jungle tropicale, de montagne ou un contexte périurbain sont autant de modes de vie et d'approches différentes. Il est donc nécessaire de mettre l'accent sur des approches participatives avec les bénéficiaires eux-mêmes et les institutions locales, au lieu de faire intervenir des spécialistes qui passeront deux semaines sur place. Enfin, le bon sens conduit à capitaliser les acquis en s'appuyant sur des solutions déjà validées.

Il est également crucial de remettre l'homme au centre du développement : nous sommes devenus des indicateurs de santé, des chiffres de production. Encourager les ménages à gérer les changements permettrait de résoudre la quadrature du cercle des interactions entre santé, éducation, etc. Ces changements peuvent être démographiques avec la migration urbaine des hommes qui laissent personnes âgées, femmes et enfants à la campagne et au mieux envoient un peu d'argent. Les changements sont également de nature économique : on ne peut que constater que le système économique mondial génère certes des effets positifs, mais également de multiples effets négatifs. L'économie ne prend pas en compte

les notions d'équité sociale, les ressources naturelles, la diversité alimentaire. L'aide doit de plus être conduite au maximum par des équipes locales, avec des instituteurs, des auxiliaires de centres de santé, les paysans, les religieux présents sur place (curés, missions...). Il serait plus efficace de les coordonner en équipes plutôt que de leur imposer des plans élaborés en haute sphère. Il est donc indispensable de déterminer des stratégies d'action locales qui impliquent les différents secteurs du développement et institutions et qui comportent des mécanismes de gestion des conflits. Le soutien des différents niveaux d'organisation (centraux et régionaux) est impératif pour créer un environnement favorable au niveau local.

Les approches de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté doivent être fondées sur les droits de l'homme. Nous agissons en effet non pas par paternalisme ou bonté d'âme mais parce qu'à mon sens, tout auteur d'actions qui nuisent à la sécurité alimentaire devrait être traduit en justice. Le premier devoir du médecin est de ne pas nuire (« *primum non nocere* »). En plus des mesures correctives que nous apportons déjà, l'enjeu est de mettre en place un dialogue actif pour améliorer le système lui-même, avec notamment des mécanismes de gestion des litiges. Une meilleure gestion de l'information participerait également à cet environnement favorable, avec un effort de documentation et de dissémination des bonnes pratiques. Enfin, la prise en compte des liens et des dynamiques tels que les migrations urbaines ou les mouvements transfrontaliers est primordiale.

Les priorités devraient donc être rééquilibrées : la malnutrition est avant tout une maladie socio-économique qui reflète les effets pervers du système. Le mot « maïs » est aujourd'hui plus associé au mot « dollar » qu'au mot « nourriture ». Les approches par filières sont intéressantes mais engendrent parfois des déséquilibres au niveau local. Si l'économie est essentielle, un développement durable comporte donc également des dimensions sociales et environnementales. Par exemple, le rapprochement des producteurs et des consommateurs permet de réduire les distances parcourues et de susciter l'échange entre eux : le réseau de l'association pour un maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en France est à ce titre extrêmement intéressant.

Le véritable défi dans cet ensemble de propositions est de gérer la complexité. Il serait donc tout d'abord nécessaire d'établir un cadre commun. Documenter et échanger les expériences est un élément-clé, conjugué à une simplification des méthodes et à plus de flexibilité. Il est enfin crucial de combiner le développement économique et l'appui aux ménages les plus vulnérables, afin d'assurer de véritables moyens d'existence – et pas seulement une forme de protection sociale qui les maintiendrait temporairement la tête au dessus de l'eau.

En conclusion, je suis convaincue que, pour gagner ce combat contre la faim, nous devons avant tout impulser des processus plutôt que des recettes miracles, définir des règles du jeu claires, et jouer en équipe plutôt que de se poser en rivaux (ONG contre agences de l'ONU, agences de l'ONU contre les gouvernements, gouvernements contre tout le monde...). Nous devons également capitaliser les expériences concluantes, y compris dans le sens Sud-Nord, renforcer les capacités locales et mettre en œuvre des mécanismes financiers différents. Les différents départements des bailleurs de fonds doivent se concerter plus efficacement – par exemple entre sections urgence et développement ou entre sections nutrition et santé. Enfin, gardons à l'esprit que la science et la politique ne peuvent prétendre résoudre seules le problème : le terrain a un rôle clé à jouer.

III. Le rôle des collectivités

Jacques GODFRAIN

Alliés est une association qui s'inscrit dans la ligne de la FAO, en ce sens qu'elle vise à fédérer de nombreux acteurs de terrain, et qu'elle aide à la prise de conscience : des villes, des associations, des entreprises privées, ou encore des médias s'y sont regroupés pour former un ensemble de 60 institutions membres et élaborer une vision commune. Les efforts des collectivités locales en termes de partenariat et de coopération sont nombreux. Un exemple concluant est celui du jumelage entre Millau et Louga, au Sud-Ouest du Sénégal, focalisé sur la santé et l'enseignement. Depuis 45 ans, quatre collèges locaux bénéficient d'aides de la ville de Millau telles que l'envoi de livres. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le taux de succès au baccalauréat à Louga est le plus élevé de tout le pays.

Nous avons également conduit des programmes portant sur la déforestation à Haïti avec le Ministère de la Coopération. Nous nous sommes aperçus que le mode d'action le plus efficace n'était pas l'injection de crédits pour de grands programmes mais l'alphabétisation des femmes. Nous avons ainsi produit des résultats concrets en moins d'un an par ce biais.

Je tiens à souligner également l'effet de levier que peut représenter la coordination entre les budgets des collectivités locales, ceux de l'Etat et l'épargne des migrants. Il s'avère ensuite nécessaire de coordonner les actions : les communes et les départements poursuivent parfois des actions contradictoires à seulement quelques kilomètres de distance. Au Burkina Faso, je connais par exemple des dispensaires qui sont situés à 80 km de distance et qui s'ignorent au lieu de mutualiser leurs moyens.

Florence EGAL

Les accords de coopération étaient auparavant signés uniquement entre Etats. Le potentiel de coopération décentralisée représente aujourd'hui un potentiel extraordinaire. La FAO soutient ces démarches, comme partenaire par exemple de la région Ile-de-France pour des programmes à Tananarive (Madagascar). De plus, tout projet existant peut être un point d'entrée pour ajouter d'autres aspects. Il existe ainsi des complémentarités entre les centres de nutrition d'Action contre la Faim et la FAO, qui s'efforce de traiter les causes de nutrition dans les villages d'origine des bénéficiaires.

Bernard de LA VILLARDIERE

Cette après-midi est consacrée aux solutions : au-delà de la coopération décentralisée, quelles sont vos attentes en termes de partenariat avec d'autres structures, par exemple les ONG ?

Jacques GODFRAIN

Les ONG disposent de compétences et d'une excellente connaissance de terrain. La coopération peut en revanche être problématique entre les populations elles-mêmes. Nous devons donc alors nous armer de patience et amener chacun au dialogue pour des coopérations à terme. A l'inverse, j'ai eu l'occasion d'établir un lien entre la RATP et l'un de ses anciens salariés qui était retourné au Mali : il a remis en état un bus inutilisé à Ivry pour établir une ligne vers une zone maraîchère. Je souhaite citer par ailleurs le cas de

maraîchers au Gabon. Les grands hôtels de Libreville importaient leurs légumes frais en provenance de Rungis par avion, alors que d'excellents terrains pour le maraîchage étaient proches. Nous avons contribué à valoriser le travail de maraîchage avec une ONG française, et aujourd'hui les hôtels s'approvisionnent sur le marché local.

Bernard de LA VILLARDIERE

Luc Guyot, pouvez-vous nous préciser l'apport du monde agricole dans l'aide au développement ?

Luc GUYAU

Il est tout d'abord utile de rappeler le rôle des Chambres d'agriculture pour mieux expliciter nos actions. Elles ont le statut d'établissements publics gérés par des professionnels élus, qui représentent l'ensemble des acteurs du monde agricole et rural. Leur mission consiste à soutenir les agriculteurs, en termes de conseils techniques notamment, mais aussi de plus en plus dans leur environnement au sens large. Cette expérience nationale est mise au service des pays en développement. L'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture (APCA) est par ailleurs la co-fondatrice d'une association de solidarité agricole internationale avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et les Jeunes agriculteurs (JA). Cette association, Agriculteurs français et développement international (AFDI) a été créée en 1975 pour établir des liens directs d'agriculteurs à agriculteurs entre les pays du Nord et ceux du Sud. Les agriculteurs du monde entier ont effet comme dénominateur commun leur lien spécifique avec le terrain. De plus, 75 % des 850 millions de personnes qui souffrent de malnutrition sont des paysans. Nous soutenons les associations du Sud au niveau structurel, par exemple par la mise en place d'une chambre d'agriculture à Madagascar.

La structuration du développement par le monde paysan en France remonte aux années 60. Elle regroupe des experts internationaux en préretraite (et donc encore opérationnels), des partenaires locaux, mais elle opère également en France avec la Banque alimentaire.

Le rôle du Conseil économique et social, où j'ai mis en place le comité du défi alimentaire, consiste quant à lui à exercer le pouvoir de la parole. Nous avons donc une mission de sensibilisation, au travers par exemple de colloques. Un congrès à Pékin en juin dernier avec les 62 autres Conseils économiques et sociaux du monde entier a été l'occasion pour moi de les appeler à se fédérer pour étudier des solutions à la malnutrition via l'agriculture et la pêche. Nous avons également participé la semaine dernière à une manifestation de la FAO à Rome et souligné que les actions dépendent avant tout de la volonté des gouvernements. Le Nigeria avait ainsi abandonné son agriculture pendant trente ans avant d'inverser sa politique et on constate depuis dix ans une véritable renaissance de l'agriculture nigériane : le Nigeria consacre désormais 10 % de son budget à son agriculture.

Nous soutenons les efforts pour coordonner et rationaliser les actions dans le cadre d'Alliés. Le jumelage est le début de l'engagement de chacun, mais il nous apparaît plus rationnel de nous appuyer sur des jumelages déjà existants plutôt que de les multiplier sur une même région. L'essentiel à nos yeux est la compréhension mutuelle, et nous avons pu constater que les sociétés rurales de par le monde présentent beaucoup plus de points communs que l'on ne le pense.

Michel MEYER

Il est effectivement essentiel d'encourager et de former les acteurs locaux, avec l'enjeu clé de coordonner les diverses organisations. La qualité des actions des préretraités que vous avez mentionnée est effectivement à souligner. Que ce soit les spécialistes qui apportent leur savoir-faire ou les profils généralistes qui assurent la coordination, la condition essentielle réside dans le partage de valeurs.

IV. Le rôle des ONG**François DANEL**

Il est important de souligner les spécificités d'Action contre la Faim comme contributeur aux Objectifs du millénaire pour le développement. Action contre la Faim a été créée en France en 1979 et a développé depuis un réseau international comprenant cinq sièges (Paris, Madrid, Londres, New York et Montréal). La première complémentarité d'Action contre la faim se situe donc au coeur de son réseau international, à la fois en termes de zones géographiques et en termes de thématiques. Nous intervenons aujourd'hui dans quarante pays, dont des régions aussi difficiles que le Darfour ou la Somalie. Je tiens également à souligner notre complémentarité avec German Agro Action : si nous avons aussi un rôle de plaidoyer, notre vocation première est l'action, notamment dans les situations les plus graves et les plus difficiles.

Caroline PEYRE-KOCH

Deutsche Welthungerhilfe, aussi appelée German Agro Action ou Agro Action Allemande est la plus importante ONG allemande en termes de taille. Non confessionnelle, apolitique, elle a été créée en 1962 par le comité allemand de la FAO. Nous intervenons dans de nombreux domaines en zones rurales, en particulier sur l'insécurité alimentaire et ses causes (production agricole, accès à l'eau...). Nous opérons actuellement dans plus de 50 pays essentiellement en voie de développement, avec 180 salariés au Siège, et en partenariat avec plus de 140 ONG locales.

François DANEL

Si Action contre la Faim intervient à la fois en urgence et post-crise, nous avons choisi d'illustrer les complémentarités possibles en insistant sur nos programmes d'urgence. Dans une zone de conflit telle que le Darfour, 2,5 millions de déplacés sont sous perfusion humanitaire. Ce serait autant de morts si la communauté humanitaire les abandonnait demain. Il va sans dire que les ONG d'urgence sont donc encore plus que toutes les autres préoccupées par l'efficacité et la rapidité de leurs interventions. Action contre la Faim France vient en aide à plus de 3 millions de bénéficiaires dans le monde, l'ensemble du réseau ACF portant ce chiffre à 5 millions.

Le Darfour bénéficie d'une complémentarité des intervenants relativement satisfaisante entre nutrition d'urgence et distribution alimentaire. L'efficacité des protocoles thérapeutiques les plus récents nous permet de sauver des enfants en quinze jours à trois semaines. Ces actions d'urgence demeurent donc indispensables. Elles ne suffisent pas pour résoudre les problèmes dans la durée mais s'intègrent dans une démarche de complémentarité des différents intervenants. Nous avons par ailleurs recours à des psychologues pour dénouer les situations complexes. Je me suis rendu en Ethiopie en juillet dernier et j'ai

pu constater la situation de détresse morale et psychologique des femmes prises en charge dans nos centres de traitement à domicile. Nous avons donc intégré une dimension psychologique à notre programme afin que les mères de famille puissent à nouveau nourrir leurs enfants.

Caroline PEYRE-KOCH

German Agro Action conduit également des programmes d'urgence mais notre point fort est l'articulation entre urgence et développement. Nous sommes parmi les plus importants partenaires du Programme alimentaire mondial (PAM) pour la distribution d'aide, et nous nous efforçons de lutter à la fois contre les crises elles-mêmes et contre leurs causes. 80 % des personnes souffrant de la faim sont situées en zone rurale, et nous visons à la fois à développer la production agricole, l'accès à l'eau, l'accès à l'alimentation (désenclavement, accès aux marchés agricoles...) et la nutrition dans ses dimensions d'hygiène et de santé. Nous développons pour cette dernière des complémentarités avec des ONG internationales ou locales, ou avec la FAO.

Bernard de LA VILLARDIERE

Quelles seraient vos préconisations pour renforcer la coopération avec les pays du Sud ?

Caroline PEYRE-KOCH

Nous souhaitons avant tout mettre des outils à disposition des populations vulnérables pour qu'elles développent elles-mêmes leur autonomie alimentaire. Nous avons centré notre expertise sur le domaine agricole ainsi que sur des programmes transversaux tels que la scolarisation.

Bernard de LA VILLARDIERE

Vous avez évoqué l'articulation entre urgence et développement. Estimez-vous que les ONG sur le terrain éprouvent des difficultés à passer le relais à des partenaires locaux ?

Caroline PEYRE-KOCH

Notre soutien est dirigé plutôt vers des partenaires locaux que vers des bénéficiaires directs. Nous estimons que nos partenaires connaissent déjà les solutions à mettre en œuvre et qu'ils ont avant tout besoin d'une aide d'appoint.

François DANEL

Action contre la Faim porte une grande attention au suivi et à l'accompagnement des populations dans le domaine nutritionnel ou le domaine de l'eau, ce dernier ayant une place considérable dans nos programmes : rappelons qu'un milliard de personnes souffrent d'un manque d'accès à l'eau potable. En ce qui concerne la logique d'accompagnement post-crise, nous intervenons dans les camps de déplacés et de

réfugiés mais nous participons également aux processus de retour des populations dans leurs villages d'origine.

Bernard de LA VILLARDIERE

Si la crise au Darfour était réglée, comment procéder pour aider au retour des 2,5 millions de déplacés ? Qui participerait à ce processus ? Comment préparez-vous la suite ?

François DANEL

L'enjeu principal dans ces situations est d'abord le financement de la sortie d'urgence. Il devient alors beaucoup plus délicat de convaincre des bailleurs et donc nécessaire d'intervenir en partie sur fonds propres. Au niveau opérationnel, la question se pose par exemple au Tchad aujourd'hui. De nombreux déplacés sont situés à plus de 50 km de leur village d'origine. Les agences des Nations Unies, les ONG et les bailleurs anticipent et étudient des stratégies d'aide au retour qui permettraient d'assurer l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire. Il est d'ailleurs à noter que cette crise régionale a plus de chance de se résoudre d'abord du côté tchadien qu'au Darfour.

Caroline PEYRE-KOCH

Au Sri Lanka, nous avons assuré l'accompagnement pour réintégrer des populations dans les villages et la reprise des activités agricoles. Un autre exemple d'action est le partenariat entre German Agro Action et Zood Nooma dans la province du Bam, au Burkina Faso, lors de la sécheresse au Sahel en 2005 : c'est l'ONG locale qui a déterminé les besoins, puis qui a lancé le programme de post-urgence en distribuant des semences et de l'outillage agricole que nous leur avons procurés. Le programme comportait également un volet de soutien aux écoles, car les enfants sont aussi les agriculteurs de demain, ceux qui sont porteurs de développement.

Florence EGAL

J'ai pu constater que les crises étaient de plus en plus récurrentes. En parallèle de nos actions concrètes pour sauver des vies, nous conduisons sans attendre une réflexion avec la population pour mettre en place des solutions durables. Le financement immédiat après les sorties de crise n'est pas problématique : ce sont surtout les situations de post-conflit qui s'éternisent qui sont difficiles à financer. Par conséquent, les bailleurs doivent prendre la responsabilité de financer des programmes qui peuvent s'étaler sur dix ans, avec un accent porté sur la prévention, la résilience des populations et la formation des institutions locales.

Caroline PEYRE-KOCH

Nous connaissons malgré tout des problèmes de financement en Allemagne pour les programmes de développement. Les politiques n'envisagent que le court terme, au lieu d'examiner également les problématiques de développement à la suite des crises. Les ONG du Nord sont donc les avocats des pays du Sud pour leur faire envisager le plus long terme.

François DANEL

Pour lancer un clin d'œil aux représentants des collectivités locales qui sont ici présents, un exemple pertinent de financement est la loi Oudin, pour la thématique de l'eau. Celle-ci permet en effet des actions entre collectivités, mais aussi le financement d'experts comme Action contre la Faim. Notre programme au Bangladesh est ainsi financé en partie par des collectivités locales.

Caroline PEYRE-KOCH

Un autre exemple de complémentarité que nous pouvons apporter est une forme de tiers de confiance : c'est le cas au Burkina, où l'expertise de German Agro Action a été sollicitée et a pu servir entre autres de garant de moralité entre la ville de Montbéliard et une ONG locale.

V. Questions**De la salle**

Comment intervenir dans un contexte sécuritaire aussi tendu qu'en Somalie ?

François DANEL

Nous conduisons des interventions directes à Wajid lorsque les conditions le permettent et une équipe exclusivement locale est basée à Mogadiscio.

Martin, étudiant en coopération internationale

Pouvez-vous nous préciser les liens entre le Programme alimentaire mondial et la FAO pour articuler urgence et développement ? Par ailleurs, les ONG disposent-elles de grilles d'évaluation pour des partenariats avec des ONG confessionnelles ou avec entreprises partenaires ?

Florence EGAL

Le PAM faisait initialement partie intégrante de la FAO et du PNUD, pour gérer la distribution alimentaire, puis il est devenu indépendant. Le PAM, la FAO ou le Fonds international de développement agricole (FIDA) sont basés à Rome et collaborent étroitement pour utiliser au mieux leurs compétences respectives. Un autre exemple est le tremblement de terre au Pakistan : le PAM a démarré les programmes d'urgence, puis la FAO a pris progressivement le relais pour une reconstruction durable des institutions locales.

Caroline PEYRE-KOCH

En ce qui concerne les partenaires locaux, la plupart des demandes proviennent de partenaires existant depuis un certain temps. Nous évaluons leur fiabilité au niveau local, leur réseau local et leurs financements

précédents. La grille d'évaluation dont nous disposons est contractuelle et impose des contrôles réguliers, au minimum une fois tous les deux ans.

Comment renforcer les moyens d'actions pour ne pas échouer ?

Atelier 2

Henri ROUILLE D'ORFEUIL, Président de Coordination Sud
Marcel MAZOYER, Professeur émérite de l'INA P-G, Vice-Président d'Alliés
Jean-Paul HEBRARD, initiateur du projet Tech For Food
Olivier LONGUE, Directeur Général d'Action contre la Faim – Espagne
Marine MACHEFER, journaliste à RTL
Christian TROUBE, Rédacteur en chef de La Vie

L'atelier était animé par Bernard de LA VILLARDIERE, journaliste et producteur.

I. Une coordination efficace : pour ou contre et quelle utilité ? Les forces et les faiblesses

Bernard de LA VILLARDIERE

Pour cette deuxième partie consacrée aux moyens d'actions pour ne pas échouer, Marcel Mazoyer, et Henri Rouillé d'Orfeuil vont nous présenter leurs expériences d'une coordination efficace. Henri Rouillé d'Orfeuil, pouvez-vous nous présenter Coordination Sud ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Coordination Sud est un collectif qui comprend plus de 120 ONG. Ses missions principales sont de les soutenir pour améliorer la qualité de leurs actions, les appuyer et les coordonner dans leurs actions de plaidoyers institutionnels et enfin d'impulser une dynamique collective.

Bernard de LA VILLARDIERE

Le travail en commun n'est-il pas un vœu pieux qui rencontre certaines résistances ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Malgré la diversité des ONG au sein de Coordination Sud, il existe une véritable volonté de travailler ensemble. Pour des sujets comme la défense des droits de l'homme ou l'environnement, notre travail est

de construire des éléments d'unité pour parler d'une même voix, notamment par rapport aux pouvoirs publics. Nous conduisons ainsi le sempiternel dialogue sur la réforme du partenariat entre ONG et Etat, et nous pointons les promesses budgétaires non tenues.

Bernard de LA VILLARDIERE

Le fait qu'un ancien membre d'une ONG soit désormais au Quai d'Orsay facilite-t-il les choses ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Nous rencontrons de multiples interlocuteurs, des Secrétaires d'Etat ou Ministres directement concernés aux conseillers diplomatiques de l'Elysée. Le Quai d'Orsay a connu deux exercices de révision des politiques publiques sont en cours, et la direction de la coopération n'est pas assurée de sa pérennité. Nous nous efforçons donc de stabiliser les positions face à cette situation mouvante et de définir et défendre nos besoins.

Bernard de LA VILLARDIERE

En ce qui concerne l'affaire de L'Arche de Zoé et son impact sur l'image des ONG, avez-vous tenté de mobiliser le collectif pour une campagne commune et pour gommer une image négative ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Les ONG sont sensibles aux scandales et aux rumeurs qui peuvent affecter l'ensemble des associations. L'affaire de L'Arche de Zoé représente en effet une défaillance totale, une dérive inacceptable, et des fautes graves ont été perpétrées. Cette ONG ne fait pas partie de Coordination Sud et nous ne la connaissons qu'à travers une affaire d'utilisation abusive des logos d'autres associations. Cette affaire a été très préjudiciable aux ONG présentes au Tchad et nous avons travaillé au sein du collectif sur les contrôles déjà en place pour éviter les dérives.

Bernard de LA VILLARDIERE

En termes de forces et de faiblesses, quels témoignages pouvez-vous apporter ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Les ONG se coordonnent sur le terrain en dehors de Coordination Sud. Notre valeur ajoutée réside dans la coordination pour les débats avec l'Etat ou au niveau international, qui nécessitent cohérence et concertation. Coordination Sud est alors un interlocuteur solide, comme par exemple dans les négociations commerciales agricoles en cours. Les accords de partenariat économique prônent le libre-échange et la mise en compétition d'agricultures qui n'y sont absolument pas prêtes. Les Africains, en subissant une libéralisation imposée par la Banque Mondiale, ont déjà perdu en vingt ans les deux tiers de leurs parts de marché mondiales et une grande partie de leurs marchés domestiques. Cela soulève d'autant plus

d'inquiétude que le secteur agricole emploie plus de 60 % de la population active en Afrique. Nous remettrons prochainement une lettre sur le SIDA au Président de la République de la part de l'Organisation paysanne de l'Afrique de l'Ouest : elle lui demande de revenir sur les dernières décisions de Bruxelles en la matière, brutales et empreintes d'un libéralisme doctrinal.

Bernard de LA VILLARDIERE

Quelles seraient selon vous les solutions en termes de coordination ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Il existe des solutions locales, mais les cloisons entre le niveau local et le niveau international sont aujourd'hui tombées. Les accords signés à l'OMC, la réforme de la PAC ou encore la Farm Bill aux Etats-Unis sont déterminants. Si nous n'étions pas suffisamment vigilants, certains accords pourraient se révéler catastrophiques pour 90 % des paysans. Les paysans représentant 45 % des travailleurs dans le monde ; cela signifie que 2,8 milliards de personnes sont en danger de paupérisation, d'endettement, d'exclusion. Il est donc indispensable que les ONG puissent faire entendre leur voix de la manière la plus forte possible par le biais de Coopération Sud. Nous sommes de plus en lien étroit avec une cinquantaine de plates-formes européennes, latino-américaines et internationales. L'organisation des ONG est donc relativement mondialisée, en fédérant des ONG locales et nationales, des plates-formes, une coordination européenne et une prise de parole au final sur des enjeux internationaux. Les ONG ont ainsi participé à de nombreuses avancées diplomatiques de ces quinze dernières années, que ce soit pour des mesures sociales, environnementales ou stratégiques, ou encore sur les médicaments génériques. Handicap International est par exemple à l'origine de deux grandes conventions sur les mines, et Amnesty International est à l'origine de la Cour pénale internationale. En ce qui concerne la faim dans le monde, l'enjeu fondamental est les subventions agricoles. On observe actuellement un retournement de conjoncture, avec une hausse des prix agricoles qui est plutôt favorable, mais nous restons extrêmement vigilants sur les grands équilibres.

Bernard de LA VILLARDIERE

Si un plaidoyer commun sur la thématique de la faim se dégageait, quel serait-il ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Je pense qu'il devrait se porter sur le fonctionnement des marchés agricoles. Un meilleur fonctionnement du marché détermine également l'accès aux ressources, au foncier, à l'eau, au capital, au financement, au crédit, aux innovations techniques, à la recherche.

Bernard de LA VILLARDIERE

Les ONG ou les institutions onusiennes sont-elles insuffisamment présentes sur cet enjeu, ou de manière trop dispersée ?

Henri ROUILLE D'ORFEUIL

Le domaine agricole est souvent mal compris, notamment vu de Washington, qui le perçoit d'une manière similaire à l'industrie de la chaussure. Il manque le lien entre culture et agriculture tout autant qu'une réflexion sur la gestion du patrimoine écologique.

Marcel MAZOYER

Ma première rencontre avec les ONG remonte à une vingtaine d'années, lors de la journée mondiale de l'alimentation organisée par la FAO. Il était alors manifeste que toute une partie de l'opinion était informée et militante, au travers de son engagement dans les ONG. Le reste de la population en revanche se révélait au mieux intéressée mais mal informée, notamment les chercheurs, les enseignants, les paysans, etc. Nous avons donc proposé aux ONG et à des organismes tels que le CCFD d'élargir le cercle et de se rapprocher également des syndicats et des partis politiques pour peser plus sur les pouvoirs publics.

Les accords de l'Uruguay Round et de Marrakech ont été de véritables catastrophes pour les paysans du monde entier. Le prix de revient des céréales est compris entre 400 ou 500 euros par tonnes au Sud, tandis qu'en Ukraine ou en Argentine il est de 50 euros par tonne. En 1975, le prix des céréales sur le marché international était d'environ 600 euros par tonne. Il atteignait 100 euros tout récemment. Les investissements se sont donc réduits et de nombreux paysans ont dû prendre le chemin des bidonvilles. La production des pays moins compétitifs ne pouvait donc que baisser, ce qui explique que nous nous trouvons aujourd'hui au bord de la rupture de stock. Or nous alertons l'Union européenne depuis dix ans sur les aberrations de son système de prix bas qui fabrique la pénurie et l'explosion des prix. Les paysans ont donc été condamnés à la famine depuis dix à vingt ans. 90 millions d'entre eux sont morts en dix ans, ce qui explique aussi que le nombre de personnes souffrant de malnutrition n'augmente pas – même si l'on enregistre quelques progrès dans certaines régions. Le Sommet mondial de l'alimentation, en 1996, a permis de faire connaître au grand public les analyses des causes de la faim et de faire connaître les actions des ONG et des agences des Nations Unies.

Que doit-on faire ? La quantité de nourriture qui manque pour résoudre le problème de la faim est équivalente à 30 % de la consommation. Or l'aide alimentaire en représente seulement 0,5 %. Elle est donc nécessaire mais largement insuffisante. Il manque 2 000 à 3 000 milliards de dollars pour assurer la subsistance de 3 milliards de personnes, essentiellement les paysans. Or les aides publiques au développement sont de 100 milliards. Il n'existe aucun mécanisme pour protéger les paysans des variations de prix : le mécanisme actuel est surtout redoutablement efficace pour éliminer ceux qui n'ont pas les moyens de suivre ces variations.

L'Union européenne n'a fait qu'étendre en son sein la politique agricole que le Royaume-Uni suivait il y a deux siècles, en assurant dans chacune de ses régions un niveau de prix qui permet à la majorité des paysans de vivre, d'investir et de progresser. L'outil principal du développement équitable reste donc le prix, qu'il faudrait maîtriser au lieu de le subir. En Afrique, le prix devrait être de 200 à 400 euros la tonne, comme le président du Sénégal Abdoulaye Wade l'avait officiellement proposé à Doha. Au lieu d'une politique d'aide publique au développement, il serait donc beaucoup plus judicieux de modifier le système pour assurer les conditions de vie des paysans et doubler la production dans les cinquante années à venir – +30 % pour subvenir aux besoins non satisfaits et +50 % pour faire face à l'accroissement de population.

Dans ce but, il est indispensable que les ONG, les administrations, les syndicats agricoles, les partis politiques et les collectivités régionales travaillent ensemble pour prôner une politique agricole non libérale.

Luc GUYAU

Je voudrais souligner également l'importance des infrastructures, qui engendrent aujourd'hui une perte considérable de la production durant le transport. C'est notamment grâce au développement d'infrastructures que la Bretagne s'est développée après-guerre – mais le contexte est bien évidemment différent dans les pays en voie de développement.

Florence EGAL

Pour compléter l'intervention de Marcel Mazoyer, je voudrais rappeler l'existence de directives volontaires pour le droit à l'alimentation, qui sont des outils extrêmement utiles pour les collectifs de lutte contre la faim. Il faudrait à mon avis revoir les règles de libre-échange agricole à la lumière de ces directives pour le droit à l'alimentation.

De la salle

Les paysans ont pratiquement disparu de l'Afrique centrale, à part du Zaïre, malgré l'argent investi, les expertises et les multiples stratégies. La politique que vous prônez sur cette variable clé qu'est le prix revient-elle à remettre en cause la mondialisation ? Les pays sont-ils près à revenir en arrière ?

Marcel MAZOYER

Les prix, qui se situaient autour de 400 dollars étaient encore relativement avantageux dans les années 1960. Les pays d'Afrique, alors peu urbanisés, bénéficiaient donc de prix convenables pour les exportations. Certains pays pouvaient même assurer leur financement public au travers de taxes à l'exportation. Entre 1973 et 1976, on a profité de l'explosion des prix pour surendetter l'Afrique – et l'on s'appête à réappliquer une même logique aujourd'hui. L'Afrique n'a pas protégé ses paysans depuis trente ans. En sont-ils coupables ou cela leur a-t-il été imposé ? On peut citer la phrase du Président Wade à Dakar : « m'oblige-t-on à libéraliser ? Non. Mais je sais que si je ne le fais pas... ». Des prix trop bas engendrent la disparition des paysans, à la suite de quoi leurs enfants chômeurs ne peuvent pas payer lorsque les prix remontent. Sur une période de cinquante ans, le marché agricole international est donc une véritable machine à tuer. Une fois que l'on a compris le fonctionnement du marché et les raisons de ce fonctionnement, il existe une petite chance d'agir judicieusement.

II. La technologie au service de la lutte contre la faim

Jean-Paul HEBRARD

Tech For Food est née en 2001 de trois constats : 75 % des 850 millions de personnes souffrant de malnutrition sont des paysans. La population atteindra 9 milliards d'individus en 2050, et au-delà des problèmes environnementaux ou des migrations, il est nécessaire que les paysans puissent vivre de leur

terre. Nous avons enfin souhaité comprendre comment les nouvelles technologies avaient amélioré l'agriculture dans les pays du Nord et savoir dans quelle mesure elles pouvaient être adaptées aux pays du Sud.

Nous avons donc tout d'abord organisé un forum au Salon de l'agriculture, en mars 2007. Nous avons pu réunir près de 300 participants provenant de 14 pays différents pour établir une liste d'initiatives à mutualiser, comme l'utilisation d'images satellite par Action contre la Faim pour aider les Touaregs à amener les troupeaux vers la biomasse. Le coût de la technologie n'est pas nécessairement élevé : le téléphone portable est notamment de plus en plus présent dans les pays du Sud. On a étudié au Sénégal un fonctionnement de pair à pair avec le suivi des cours du marché par SMS qui permettait aux paysans de mieux négocier avec leurs intermédiaires. Le frein culturel réside dans les pays du Nord : nous imaginons souvent que la technologie est absente au Sud, ce qui n'est pas le cas. Ce sont en fait les services à associer à la technologie que nous devons imaginer. Nous organiserons donc un nouveau forum le 26 février 2008 au Salon international de l'agriculture pour continuer à mutualiser toutes les initiatives.

Nous souhaitons également mettre en place une charte Tech For Food pour mettre en commun les moyens existants et diffuser leur accès dans le monde entier. L'intérêt d'une mise en commun des images satellite, serait par exemple de présenter un coût marginal gratuit.

Enfin, la plate-forme Hi-Tech For Food visera à fédérer des ingénieurs à la retraite qui peuvent proposer leurs compétences en nouvelles technologies. Nous souhaitons mettre en lien les cerveaux et les acteurs auxquels il manque une compétence.

Olivier LONGUE

Le satellite et la téléphonie mobile révolutionnent l'Afrique. 5 à 10 % de la population disposait auparavant d'une ligne de téléphone fixe, alors que le taux d'équipement de téléphone mobile avoisine aujourd'hui les 50 % et permet une meilleure transmission d'informations. Le cas des Touaregs du Mali est à ce titre très représentatif. Action contre la Faim intervient dans le pays depuis 1994, au moment de la rébellion touarègue. Le conflit comportait des causes liées à la colonisation, mais également aux sécheresses successives de 1982, 1983 et 1987. Les Touaregs ont alors vu leurs troupeaux disparaître et la réaction de l'Etat tardant à venir, la rébellion a éclaté.

La limite des centres de nutrition thérapeutique a alors été rapidement atteinte et Action contre la Faim est entrée dans une logique de reconstruction et de prévention des conflits par le développement d'actions pérennes. Nous avons en outre impliqué dès le lancement du programme d'urgence de nombreux partenaires locaux (organisations de producteurs, coopératives, services techniques de l'Etat...).

Dans la région de Tombouctou, les routes traditionnelles des Touaregs avaient été affectées par le conflit : de nombreux puits avaient été détruits par le gouvernement malien pour contrer la rébellion, en particulier ceux situés sur les routes alternatives, utilisées lors des sécheresses. La capacité de charge de cet espace fragile n'était de plus pas toujours bien gérée : l'ensemble des caravanes se dirigeait souvent dans les mêmes directions sans coordination. Par ailleurs, les cartes remontaient à la colonisation et les données disponibles sur la population et le cheptel n'étaient pas fiables.

Notre projet a donc été de définir en priorité des cartes fiables et précises. Nous avons ensuite mis en place des outils d'analyse et l'implantation de nouveaux points d'eau pour recréer des routes et diminuer le

coefficient de charge. Surtout, les cartes nous ont permis d'évaluer la biomasse disponible sur l'ensemble de cette région d'environ 850 000 km.

Nous avons constaté que la population adoptait très facilement les nouvelles technologies. Il est à noter également que nous avons identifié au préalable l'alphabétisation comme facteur clé de succès. Le pas a été rapidement franchi pour de nombreux chefs touaregs, et ils disposent donc aujourd'hui d'éléments objectifs pour conduire les caravanes et se coordonner avec les autres.

Une fois les points d'eau réhabilités ou ouverts dans le cadre d'un programme de cinq ans, Action contre la Faim s'est chargée de la gestion de la biomasse avec des ingénieurs agronomes. En parallèle, Action contre la Faim et les associations locales de producteurs ont défini les capacités de charge pastorale.

Nous avons ainsi pu développer un système cartographique pour retracer les mouvements des caravanes et les anticiper. Les cartes sont donc devenues de véritables outils d'analyse dans le temps pour prévenir d'éventuels déficits de la biomasse six mois à l'avance.

La technologie se révèle donc aussi un outil efficace pour des actions très concrètes de soulagement de souffrance humaine.

Florence EGAL

Je considère également que la technologie est la clé du développement. En plus de la conservation des aliments, elle permet d'économiser le temps de travail et de générer des revenus dans les zones rurales. La crise alimentaire en Somalie a pu être résorbée en seulement 18 mois grâce à la technologie alimentaire et celle-ci permettait de réinvestir dans l'agriculture avec les revenus générés.

Olivier LONGUE

Nous conduisons également un projet au Nicaragua en partenariat avec l'université de Alcalá de Henares en Espagne. Il existait au Nicaragua un conflit social consécutif à la redistribution des terres. Les titres de propriété avaient été détruits ; ce sont les cartes satellite qui ont permis de reconstituer les parcelles et même d'en restituer les garanties juridiques. Nous avons donc resitué le droit à la terre avec l'Institut agronomique de Managua. Un autre programme, mené en Angola, se base également sur la cartographie satellitaire pour la parcellisation et l'aide d'une population victime de quarante ans de conflits et de razzias de l'UNITA ou du MPLA. Nous réalisons un projet pilote sur le SIDA, qui est incapacitant pour le travail rural. Nous souhaitons mettre en lumière le lien entre le SIDA et la réduction de la production avec la cartographie dans des zones telles que le Lesotho ou le Malawi, où la prévalence atteint 50 %.

Jean-Paul HEBRARD

Si le GPS a effectivement été utile au Nicaragua pour résoudre les conflits de parcelles, le savoir agronomique peut également bénéficier d'Internet pour un partage de savoir moins onéreux que les livres, comme en Inde par exemple.

Bernard de LA VILLARDIERE

La technologie est importante, mais qui a les moyens de l'utiliser ? Pour reprendre le cas que vous avez mentionné au Sénégal, les acteurs les plus importants ne sont-ils pas ceux qui établissent les cours avec leurs téléphones portables ?

Jean-Paul HEBRARD

L'information engendre surtout des distorsions lorsqu'elle n'est accessible que par un nombre limité d'acteurs. En revanche, nous estimons que la démocratisation de l'accès à l'information aura un impact bénéfique sur les prix – je rejoins en ce sens l'intervention de Marcel Mazoyer.

De la salle

Vous n'avez pas évoqué l'ensemble de la chaîne de production : la technologie ne serait-elle pas utile à la fois pour produire, mais aussi conserver, transformer et commercialiser les produits agricoles ?

Jean-Paul HEBRARD

Nous avons dû nous limiter à quelques exemples pour des questions de temps, mais vous en trouverez bien d'autres dans notre forum, du savoir en amont de la production jusqu'à la commercialisation sur des plates-formes de pair à pair.

III. Le rôle des medias : comment sensibiliser les journalistes à la faim ?**Bernard de LA VILLARDIERE**

Marine, vous revenez du Kenya où vous avez réalisé une série de reportages pour RTL.

Marine MACHEFER

J'ai effectivement suivi pour RTL les activités d'Action contre la Faim dans une zone du nord-est du Kenya qui est délaissée par le gouvernement. La population pastorale est touchée à la fois par la sécheresse et les inondations et connaît des problèmes d'accès à l'eau. Mon reportage porte sur les conséquences de ces conditions de vie difficiles, marquées notamment par des pertes de bétail et des déplacements de populations. De nombreuses personnes tentent leur chance en ville mais le taux de chômage y est élevé et la malnutrition s'aggrave. J'ai souhaité montrer des éléments positifs et mon premier sujet traite d'un puits creusé par des villageois grâce à l'aide technique d'Action contre la Faim. Auparavant, les enfants devaient marcher huit heures pour atteindre la source la plus proche. Mon second reportage traitait des déplacements de population dus au réchauffement climatique.

Bernard de LA VILLARDIERE

Est-ce ce sujet lié au réchauffement climatique qui vous a permis de convaincre la rédaction de partir en reportage ?

Marine MACHEFER

Le premier enjeu est d'avoir connaissance des problématiques et l'apport d'Action contre la Faim est donc tout d'abord de les mettre en lumière. A nous ensuite de les traiter avec notre regard.

Nous avons également visité un camp de réfugiés méconnu où Action contre la Faim intervient pour lutter contre la malnutrition de plus de 170 000 personnes. Il sera l'objet d'un autre reportage, qui sera diffusé au cours du mois prochain. La difficulté pour une radio généraliste comme RTL est de trouver l'accroche adéquate : il est difficile de trouver la place dans un journal de 7 minutes qui doit traiter entre autres des émeutes à Villiers-le-Bel et des annonces du Président Sarkozy. Cependant, RTL offre depuis peu un espace à des reportages plus longs et qui s'inscrivent dans une perspective plus large, notamment dans l'émission de Christophe Hondelatte.

Bernard de LA VILLARDIERE

Quel a été le temps passé sur place et la durée des reportages ?

Marine MACHEFER

Nous sommes restés quatre jours sur place et j'ai déjà réalisé deux reportages de format court. Je prépare également deux autres reportages plus longs. J'aimerais avoir la possibilité de retourner au Kenya et de rester un mois !

Bernard de LA VILLARDIERE

Votre sensibilité au sujet de la malnutrition est-elle partagée au sein de RTL ?

Marine MACHEFER

C'est à mon avis au journaliste de trouver les accroches. L'ambiance en Afrique, la brousse, les enfants, l'hôpital sont autant d'angles potentiels pour accrocher l'auditeur et lui expliquer la problématique agrémentée de témoignages de personnes que l'on a peu l'occasion d'entendre.

Bernard de LA VILLARDIERE

On peut regretter la disparition des services « étranger » dans nombre de médias, dont celui de TF1.

Marine MACHEFER

RTL dispose toujours d'un service «étranger» et accorde de l'importance aux reportages réalisés sur place, même si les départs sur le terrain sont de plus en plus rares pour des raisons économiques. Il reste pourtant essentiel de pouvoir se rendre sur le terrain, en particulier pour témoigner des problèmes de malnutrition.

Bernard de LA VILLARDIERE

Christian Troubé, je rappelle la publication de votre livre *Les Nouvelles famines* aux éditions Autrement. Vous êtes grand reporter, Rédacteur en chef de *La Vie* et également administrateur d'Action contre la Faim.

Christian TROUBE

J'ai la chance de travailler dans un journal qui a fait le choix éditorial depuis sa création d'inclure des articles sur les pays du Sud. Nous entendons en revanche le même refrain dans de nombreuses rédactions, en presse écrite comme en télévision, qui affirme que la faim n'intéresse pas le grand public. Quelles en sont les raisons ?

1. Les raisons du désintérêt de la presse

Les rédactions ont tout d'abord l'impression que la problématique de la faim est très répétitive. Leur intérêt est donc suscité uniquement pour les situations de crises, parfois même avec réticence : il s'est écoulé six mois lors de la crise au Niger avant que les médias ne se mobilisent. On observe un phénomène nouveau de redondance médiatique. Une fois que la BBC s'est rendue sur place, toutes les rédactions françaises ont suivi en masse, avec parfois un angle malsain d'information-spectacle : j'ai ainsi entendu un journaliste d'informations générales au Niger demander à quelle heure il pourrait voir les enfants mourir ! Dans un contexte de crise économique, les rédactions doivent arbitrer et considèrent qu'un reportage sur place coûte cher. Enfin, elles ont tendance à institutionnaliser le problème de la faim et développent ainsi une forme de discours «antisystème» qui rejette en bloc à la fois les ONG, l'ONU et le problème de la faim lui-même.

2. Des pistes d'évolution

Je rejoins Marine Machefer sur la nécessité d'une «approche positive» de la part des journalistes. La clé est effectivement à mon avis une information de contre-pied. Dans les situations d'urgence et de développement, il existe également de formidables histoires humaines à raconter.

Il faudrait par ailleurs sortir du couple infernal du «donnant-donnant» entre ONG et médias : l'ONG recherche l'exposition médiatique pour toucher des donateurs potentiels, les médias recherchent le contact des ONG pour couvrir un événement. L'ONG doit plutôt privilégier l'information, devenir une source, expliquer les évolutions d'approches pour lutter contre la faim. Il s'agit donc d'une véritable démarche pédagogique, de casser la persistance rétinienne et montrer l'actualité de la faim dans le monde, liée au

développement durable, à la mondialisation, et au réchauffement climatique. C'est donc une nouvelle boîte à outils qui est à mettre en place pour accrocher les journalistes avec de nouveaux enjeux.

Il existe également des expériences positives de développement : au lieu de s'enfermer dans un sempiternel dolorisme, il faut s'efforcer de construire un discours positif. Les jeunes générations de lecteurs, d'auditeurs, et de téléspectateurs s'éloignent des moulins à paroles négatives. Nous devons aussi leur montrer les expériences de micro-crédit, des expériences agricoles innovantes, de nouvelles technologies pour les accrocher sur des angles modernes.

On peut déplorer que le sujet de la faim soit sorti du débat d'idées. J'ai été amené à me replonger dans la presse des années 60 lors de la rédaction de mon livre. J'y ai trouvé de nombreux débats d'idées sur la faim dans le monde, avec des personnalités telles que René Dumont. Il faudrait aujourd'hui replacer les enjeux de la faim dans le débat d'idées avec des problématiques telles que la malnutrition et le terrorisme, les question de genres, l'immigration et le développement, et ainsi interpeller les hommes politiques avec des thématiques de société.

3. Médias et ONG comme partenaires pour l'information

Un partenariat classique est le partage économique, l'ONG proposant de prendre en charge le billet d'avion et l'hébergement. Il comporte cependant des risque de dérives : le média peut être considéré comme moyen de communication – et non d'information – tandis que l'ONG peut être perçue comme simple voyageur. La dérive la plus grave a eu lieu lors du tsunami, où les médias ont joué le rôle de *fund raisers*.

Une éducation au développement devrait être dispensée aux journalistes. Ce sont souvent les journalistes d'information générale ou des services étrangers qui traitent des questions humanitaires, de solidarité ou des enjeux Nord-Sud. Ils maîtrisent souvent mal ces sujets, faute de formation appropriée. Aussi, je milite pour que les neuf écoles de journalisme reconnues par la profession intègrent des modules humanitaires dans leur formation.

Gilles HIRZEL

Nous travaillons depuis des années sur ce sujet avec les médias. Je partage l'analyse de Christian Troubé sur la difficulté d'accès à la presse et son caractère désabusé. Il existe effectivement un problème de formation, et certains journalistes ont tendance à penser tout comprendre au problème de la faim en cinq minutes.

Bernard de LA VILLARDIERE

Les journalistes peuvent également être pris par le temps, du fait de cadences infernales.

Gilles HIRZEL

Il arrive malgré tout que les journalistes avec lesquels nous entrons en contact se révèlent tout à fait compétents en la matière : la FAO a la capacité d'offrir des angles et des sujets variés et l'enjeu devient

donc de trouver le bon interlocuteur, qui sera capable de convaincre sa rédaction. Les programmes de développement sont également moins vendeurs : quel journaliste sera intéressé par un reportage dans un village dont la situation s'améliore ? Qui sera intéressé à effectuer un suivi et revenir l'année suivante ? La FAO est partenaire de télévisions françaises et francophones. Nous avons établi des liens pérennes, mais les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances. Nous avons appris à leur proposer des histoires sur mesure, avec un personnage, un lieu, etc. Nous avons également créé un collège des médias pour organiser des réflexions entre professionnels et proposer des rencontres avec des acteurs de la lutte contre la faim.

Bernard de LA VILLARDIERE

Au-delà des journalistes, le problème des médias est la prise de pouvoir des hommes de marketing. La frontière était encore étanche entre information et publicité il y a quinze ans chez RTL, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Les rédactions sont donc aujourd'hui limitées par les contraintes publicitaires – j'en ai d'ailleurs eu l'expérience chez M6. Cela implique que les journalistes que nous sommes doivent être encore plus militants qu'auparavant pour convaincre leurs rédactions. Le conseil de l'historien Pierre Nora lors du soixantième anniversaire du Centre de formation des journalistes était d'ailleurs « soyez journalistes et ne devenez pas des *media men* ».

Christian TROUBE

La clé est effectivement au niveau des rédacteurs en chef. Les journalistes peuvent être intéressés au problème de la faim à titre personnel mais peuvent pratiquer une forme d'autocensure. En ce qui concerne le marketing, *La Vie* appartient au même groupe que *Télérama*, *Courrier International* et *Le Monde*. Nous sommes donc dans une situation privilégiée par rapport aux médias qui sont la propriété de grands groupes industriels tels que Dassault ou Lagardère, où les services marketing dictent le choix de titres et des couvertures.

Olivier LONGUE

Nous avons constaté en revanche une évolution positive en Espagne : les télévisions sont aujourd'hui moins exigeantes sur la qualité des images. Nous avons donc la possibilité de leur proposer des reportages que nous réalisons sur nos programmes avec des moyens amateurs.

Gilles HIRZEL

Hormis les *Thema* d'Arte, il est particulièrement difficile d'obtenir des médias français des reportages de qualité.

Elise RODRIGUEZ, Responsable du service communication d'Action contre la Faim

Tisser des liens militants avec le monde journalistique se révèle précieux pour éviter la confusion. Cela permet également de mieux faire comprendre les enjeux, et une information a plus de chances d'être relayée une fois que nous avons explicité sa pertinence. Par ailleurs, les ONG ne prennent pas toujours en

charge les billets d'avion des journalistes. Nous avons la chance d'avoir noué des liens avec TF1, et il arrive donc qu'une équipe de la chaîne choisisse d'étendre de quelques jours sa présence dans un pays pour réaliser un reportage sur nos activités. Ce travail de diffusion du militantisme reste manifestement à développer : on peut regretter qu'un nombre insuffisant de journalistes ait répondu à notre invitation à relayer notre rencontre d'aujourd'hui.

Gilles HIRZEL

L'ambition de notre collègue des médias est également d'utiliser la communication pour sensibiliser non seulement les journalistes, mais aussi l'ensemble des citoyens qui travaillent dans les médias. Nous souhaitons créer une sorte de creuset favorable, qui à long terme pourrait se diffuser jusqu'aux rédactions.

Denis METZGER, Président d'Action contre la Faim

Il existe également des facteurs d'espoir. Le monde se rétrécit rapidement, ce qui rejoint la notion de proximité chère au journaliste. Les jeunes générations sont d'autant plus sensibles au monde qu'elles voyagent également plus facilement. L'Afrique ou l'Asie sont aussi proches de nous que les tentes le long du canal Saint-Martin. Par ailleurs, il serait intéressant d'utiliser le levier des programmes d'urgence pour évoquer ensuite les problématiques de développement.

Christian TROUBE

Le rétrécissement du monde est un point à nuancer, car il fait face à des résistances sociologiques très fortes. Les sondages montrent que les Français redoutent particulièrement la mondialisation et que 50 % d'entre eux craignent de devenir SDF. Il est difficile dans ces conditions de penser aux personnes souffrant de malnutrition à l'autre bout du monde.

Conclusion

Hervé LEJEUNE

**Directeur de cabinet du Directeur de l'Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)**

Denis METZGER

Président d'Action contre la Faim – France

Hervé LEJEUNE

Je souhaiterais partager avec vous quelques réflexions rapides pour conclure cette journée de rencontre. Comme l'ensemble des intervenants l'a montré, la question de la faim dans le monde est extrêmement complexe. En plus des problématiques évoquées, on peut également citer les phénomènes monétaires et des parités entre monnaies qui gênent les exportations des produits africains. Les biotechnologies représentent également un facteur supplémentaire de complexité. Elles sont encore en phase de développement mais nous devons nous interroger : pourra-t-on se passer à l'avenir des biotechnologies, quand il faudra nourrir 9 milliards de personnes dans le monde ?

Résoudre le problème de la faim dans le monde reste une question de financement. Les fonds nécessaires sont cependant relativement modestes : atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement supposerait d'investir 24 milliards de dollars chaque année pendant quinze ans. Cela correspond à moins de 10 % des subventions agricoles annuelles au sein de l'OCDE (300 milliards de dollars), et à 2 % du marché de l'armement (1 200 milliards de dollars) ou des investissements des entreprises à l'étranger (1 300 milliards de dollars).

Nous pouvons rester optimistes, car les efforts nécessaires ne sont pas hors de portée : il est avant tout nécessaire que les pouvoirs publics, les ONG et les institutions internationales tendent vers une même direction et trouvent des synergies. De nouveaux acteurs ont de plus fait leur apparition ces dernières années : la Fondation Rockefeller ou la Fondation Bill et Melinda Gates disposent de moyens considérables, investis également dans le développement agricole. L'ancien Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan est également depuis peu le président du Conseil de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), qui mobilise énormément de moyens.

Enfin, la FAO est un vecteur de la coopération entre pays du Sud. Celle-ci s'amplifie depuis peu : la Chine mettra ainsi 3 000 experts à la disposition des pays en développement à travers la FAO dans les prochaines années, ce qui doublera nos effectifs actuels. Notons enfin que les ressources de la FAO correspondent aux aides versées aux agriculteurs dans deux départements français.

Denis METZGER

Au nom d'Action contre la Faim, je tiens à remercier la FAO et tout particulièrement Hervé Lejeune, de même que l'ensemble des intervenants pour leur participation à ces premières rencontres. Merci également

aux Salons de l'Aveyron, à RTL et à l'ensemble de nos partenaires, qui ont permis de faire de cette journée un moment fort de réflexion et de débat sur la faim.

Cette rencontre est la première d'une série de temps forts annuels qu'Action contre la Faim organisera avec plusieurs objectifs : continuer de surveiller de très près l'évolution des problèmes de la malnutrition, pouvoir dresser un bilan des avancées et pointer du doigt les reculs éventuels tout en proposant des solutions concrètes.

Le bilan des Objectifs du millénaire à mi-parcours est préoccupant, pour ne pas dire inacceptable. Les défis à venir sont en outre considérables, avec l'apparition de nouveaux enjeux comme les changements climatiques, la hausse des prix des denrées agricoles, le SIDA, l'organisation du commerce mondial ou encore la détérioration de la situation dans les pays dits riches.

La lutte contre la faim atteint aujourd'hui un tournant avec l'apparition de nouveaux acteurs (privés, publics, associations...), qui implique la recherche de complémentarités. Les évolutions technologiques et les nouvelles approches techniques telles que le Plumpy Nut participent également à ce tournant. Enfin, le développement des ONG locales témoigne de l'émergence d'acteurs déterminants du développement et de la lutte contre la faim.

Je tiens également à souligner le travail admirable des hommes et femmes de terrain, malgré les difficultés pratiques qu'ils rencontrent au quotidien. Nos rencontres ici permettent également de réfléchir aux moyens pour tendre vers une efficacité encore accrue.

Les Objectifs du millénaire pour le développement sont incontestablement un but louable, mais nous n'oublions pas que derrière les statistiques se cachent des millions d'histoires de personnes vulnérables. ONG, Institutions, journalistes, chercheurs : nous avons tous une responsabilité historique à soulager leurs souffrances.

Merci donc à tous de votre participation à cette première rencontre sur la faim.